

missio

missio

Internationales katholisches Missionswerk e.V.
Oeuvre Pontificale Missionnaire
Secteur « Droits de l'Homme »
Dr. Otmar Oehring (éditeur)
Postfach 10 12 48
D-52012 Aachen
Tel. : 0049-241-7507-00
Fax : 0049-241-7507-61-253
E-Mail : droitsdelhomme@missio-aachen.de

ISSN 1618-6222
Numéro de commande 600 222

2002

Menschenrechte
Human Rights
Droits de l'Homme

Henry C. Hoeben
**Droits de l'Homme
en République
Démocratique
du Congo :**
De 1997 à nos jours
Un défi pour les Eglises



Le Service des Droits de l'Homme à **missio** se donne pour but de promouvoir la connaissance exacte de la situation des droits de l'homme dans les pays de l'Afrique, l'Asie et de l'Océanie. Par notre action nous essayons d'améliorer la situation des droits de l'homme dans ces pays. Pour atteindre ce but nous nous sommes appliqués à établir des réseaux travaillant pour les droits de l'homme ainsi qu'à promouvoir un échange de vues entre nos partenaires des Eglises locales de l'Afrique, de l'Asie, de l'Océanie et les décideurs politiques en République fédérale allemande. Dans sa série « Droits de l'Homme », le Service des Droits de l'Homme publie des rapports régionaux, des études de cas spécifiques et des rapports des conférences spécialisées en la matière.

La publication « **Droits de l'Homme au Congo: De 1997 à nos jours. Un défi pour les Eglises** » se propose de décrire la situation dans un pays qui à l'heure actuelle est trop divisé et tourmenté territorialement et culturellement pour pouvoir encore d'une manière ou d'une autre garantir à ses habitants une vie conforme à la dignité humaine. Cette désolante condition est le résultat de nombreux facteurs dont l'origine remonte au passé historique, aux droits inaliénables de types variés et aux groupes de pression politiques. Il est alors facilement compréhensible que c'est surtout le commun du peuple qui doit souffrir, qu'on ne prend pas volontiers en considération son droit, mais qu'on y porte plutôt atteinte. Montrer du doigt les responsables de telles atteintes, leurs intérêts respectifs et la situation conflictuelle qui en émane aussi bien pour les Eglises que les défenseurs des droits de l'homme est le but ambitieux que cette étude se propose d'atteindre.

On peut distinctement voir la complexité de cette situation et la confusion qui en découle dans ce règne de la terreur qui imprègne le territoire et la société congolaise. Pour les Eglises, la chance d'accomplir une défense efficace des droits de l'homme peut par conséquent sembler assez limitée, cependant si les chances offertes sont saisies et exploitées, elles constituent des signes d'espérance pour un peuple à bout de résistance.

Henry C. Hoeben SMA, membre de la Société des Missions Africaines; *1934 à Buggenum, Pays Bas; 1952-59 Etudes de Philosophie et Théologie à Aalbeek, Pays-Bas; 1959-60 Etudes de langue Ewe, de l'histoire et de la culture ghanéenne à Winneba, Ghana; 1960-67 M.A. and Ph.D. Etudes de l'histoire à l'université de Fordham, New York, U.S.A. 1967-76 Enseignant au Ghana; 1976-77, Directeur Fondateur du Centre Missionnaire, Heerlen, Pays-Bas; 1980-86 Moniteur à Pro Mundi Vita, Bruxelles, Belgique; 1986-90 Moniteur pour l'Afrique à l'Institut de Missiologie, Aix-la-Chapelle. Une vaste expérience due à un grand nombre de voyages effectués à travers l'Afrique ainsi qu'à la participation à des conférences et des rencontres concernant le continent africain.

Publications parues / en préparation

- 1/2001 Liberté religieuse en République Populaire de Chine**
en allemand (octobre 2001) – Numéro de commande 600 201
en anglais (juin 2002) – Numéro de commande 600 211
en français (en préparation) – Numéro de commande 600 221
- 2/2001 Droits de l'homme en République Démocratique du Congo de 1997 à nos jours. Un défi pour les Eglises**
en allemand (juin 2002) – Numéro de commande 600 202
en anglais (octobre 2001) – Numéro de commande 600 212
en français (juin 2002) – Numéro de commande 600 222
- 3/2001 La situation des droits de l'homme en Indonésie. Liberté religieuse et violence**
en allemand (novembre 2001) – Numéro de commande 600 203
en anglais (en préparation) – Numéro de commande 600 213
en français (en préparation) – Numéro de commande 600 223
- 4/2001 La situation des droits de l'homme au Timor-Oriental. La voie ardue de la fondation de l'Etat**
en allemand (novembre 2001) – Numéro de commande 600 204
en anglais (en préparation) – Numéro de commande 600 214
en français (en préparation) – Numéro de commande 600 224
- 5/2001 La situation des droits de l'homme en Turquie. Est-ce que laïcisme signifie liberté religieuse ?**
en allemand (décembre 2001) – Numéro de commande 600 205
en anglais (en préparation) – Numéro de commande 600 215
en français (en préparation) – Numéro de commande 600 225
- 6/2002 Chrétiens persécutés ? Documentation d'une conférence internationale Berlin 14/15 septembre 2001**
en allemand/anglais/français (juin 2002) – Numéro de commande 600 206
- 7/2002 Mutilations sexuelles chez les fillettes et les femmes. Rapport sur l'état de la situation au Soudan**
en allemand (juin 2002) – Numéro de commande 600 207
en anglais (en préparation) – Numéro de commande 600 217
en français (en préparation) – Numéro de commande 600 227
- 8/2002 Mutilations sexuelles chez les fillettes et les femmes. Evaluation d'une enquête exécutée auprès de collaborateurs d'institutions de l'Eglise Catholique dans 19 pays d'Afrique**
en allemand/anglais/français (avril 2002) – Numéro de commande 600 208

Sommaire

3	Introduction	17	La situation dans le Congo de Kabila
4	Une date funeste : le 1^{er} octobre 1990	17	La liberté religieuse
Les quatre chevaliers de l'Apocalypse		18	La justice
7	Kagamé, Paul	19	Les droits de l'homme
7	Museveni, Yowerri Kaguta	20	Les ONG
8	John Garang de Mabior	20	La presse
9	Laurent-Désiré Kabila	20	Des abus relevés
Les origines du conflit au Kivu		23	Les régions occupées de la République Démocratique du Congo
10	Banyarwanda	25	Des exemples spécifiques de harcèlements
12	Banyamulenge	27	Une tragédie commune : le recours aux enfants soldats.
D'autres complices :		28	L'espoir est-il permis ?
Des hommes de tous bords		34	Littérature
13	Le Conseil National de la Résistance (CNRD)	37	Annotations
14	Le Mouvement National de la Libération du Zaïre (MRLZ)	40	Abréviations
14	Mayi Mayi		
14	Les hostilités Hema-Lendu		
15	La campagne de l'AFDL de Kabila		
17	La 2^{ème} guerre du Congo		

La République Démocratique du Congo

Superficie	2.267.050 km ² (1997)
Langue officielle	français
Population	congolais; (C. 1997) 46,5 Mio. d'habitants En tout 250 ethnies : 80% groupes bantous (18% Luba, 16% Congo, 13% Mongo, 10% Rwanda) 18% groupes soudanais (Oubangi, entre autres) 2% Nilotes 20.000 – 50.000 Pygmées 20.000 européens (pour la plupart des belges)
Densité de la Population	21,27 (1998 par km ²)
Taux annuel de croissance de la population	3,17 % (1998)
Religions	50% catholiques; 20% protestants; 15% autres communautés chrétiennes (inclus 5 Mi Kimbanguistes), 5% musulmans; Adeptes de religions traditionnelles (1998)
Analphabétisme adulte	(>15 ans) en % : 41,06% (1998)
Taux de naissance	45,96 (1998 par 1000)
Population urbaine	29,66% (1998)
Langues	français, chiluba; kikongo, lingala, kiswaheli; luvena, chokwe, gbaya, kituba etc. (en tout 400)
Villes principales	Kinshasa (capitale) (estim. 1994), 4.655.000 habitants Lubumbashi (estim. 1991), 739.100 Mbuji-Mayi (estim. 1991), 544.500 Kolwezi (estim. 1991), 544.500 Kisangani (estim. 1991), 373.400 Kananga (estim. 1991), 371.900 Likasi (estim. 1991), 279.800 Boma (estim. 1991), 246.200 Bukavu (estim. 1991), 209.600 Kikwit (estim. 1991), 182.850 Matadi (estim. 1991), 172.900 Mbandaka (estim. 1991), 165.600
Sources : Fischer Weltalmanach 2001 (Fischer Almanach du monde 2001); Lexikon für Theologie und Kirche (Lexique pour la Théologie et l'Eglise), 1993	

Les droits de l'homme au Congo : De 1997 à nos jours

Le présage des Eglises

Introduction

« Qui ne se rend pas compte que le monde approche de sa fin ? Si toutes les choses déclinent, le monde lui aussi donne des signes de sa fin prochaine. Moins de pluie tombe en hiver de sorte que les semences ne germent pas. Et le soleil luit si faiblement en été que les fruits ne mûrissent pas. Le printemps n'est plus si beau. Les carrières sont épuisées, c'est à peine si elles livrent des pierres et du marbre. Les mines d'or et d'argent sont tarées. Les champs sont en friche. Les matelots ne naviguent plus sur les océans, les soldats ne rejoignent plus les armées. Il n'y a plus d'avocats pour défendre l'innocence, ni de juges pour rendre la justice. La guerre, la peste et la famine ruinent l'empire romain de manière si visible qu'il n'échappe plus à personne qu'elle soit païenne ou chrétienne que « le monde » marqué par le déclin total se précipite vers sa mort. »¹

Une lecture superficielle peut conduire le lecteur à conclure que ce texte décrit la situation dans un monde moderne d'un grand nombre de régions, et, dans son ensemble, transmet la vision d'une personne assez pessimiste. Mais un regard plus attentif cependant arrive à la conclusion que ce passage proviendrait d'une vue et d'un contexte européen. On apprend que ce texte fut écrit par un observateur ancien de la situation qui régnait en Afrique au 3^e siècle de l'An de Grâce (A.D.). Dans ces mots de Saint Cyprien (200 – 258 AD), évêque de Carthage, ville de l'Afrique du Nord, et premier évêque martyr de l'Afrique, est décrit le triste état des choses qu'il voyait sur son continent bien aimé. Et maintenant, plusieurs siècles plus tard, ces mêmes mots, avec ici et là quelques changements, peuvent être utilisés pour décrire la situation lamentable dans laquelle la population africaine à travers tout le continent doit faire face à son avenir.

Une région à qui cette description semble le plus remarquablement convenir est la désolante situation surtout de l'Afrique Centrale, dans laquelle se trouvent les états de l'Ouganda, du Rwanda, du Burundi, de la République Démocratique du Congo ainsi que quelques régions des nations voisines de ces pays. Depuis les années 60, la région a connu un nombre successif de bouleversements, la plupart d'entre eux sont à mettre au compte de la politique interne, ou alors sont limités localement, d'autres encore défient toutes les frontières aussi bien politiques, qu'ethniques ou morales. Mais tous ensemble, ils portent sérieusement préjudice à la région, à un point tel que la population ne peut connaître ni la paix véritable ni le bonheur, et même un seul incident supplémentaire suffirait

à semer le désordre dans toute la région et la faire basculer de nouveau dans un état de désolation complète.

Une date funeste : le 1^{er} octobre 1990

« Les problèmes des réfugiés sont au centre des crises qui surviennent dans le centre de l'Afrique ces deux dernières années, à partir du 1^{er} octobre 1990, date à laquelle les enfants des réfugiés Tutsi contraints de fuir en Ouganda et interdits de retour, réapparurent comme des soldats bien entraînés du Front Patriotique du Rwanda, et se mirent à envahir le Rwanda. Même ceux qui considéraient avec bienveillance la cause des envahisseurs reconnaissent que l'attaque déclencha une série de réactions pivot, qui, étape après étape, conduisirent finalement au génocide... Il est indiscutable que l'invasion... était le seul facteur le plus important dans la montée de la polarisation politique au Rwanda. »²

Une attaque militaire conduite par le Front Patriotique du Rwanda à partir du sol Ougandais, aboutit à une guerre civile au Rwanda et met en outre le feu sur toute la région des grands lacs de l'Afrique centrale. Le problème des réfugiés rwandais dans la région commence à la fin des années 50 et au début des années 60, plus particulièrement au moment où la majorité des Hutu rwandais renversèrent le pouvoir Tutsi dans une rébellion sanglante qui obligea 20.000 Tutsi environ à partir en exil. La population des réfugiés a depuis lors gonflé vers un nombre estimé à 2 millions, ce qui constituait pour les pays d'accueil aux maigres ressources une charge terrible à porter. L'Ouganda à lui seul hébergeait environ 250.000 réfugiés rwandais. Vivre en exil n'est pas une chose facile, cependant de nombreux réfugiés reçurent une bonne éducation et parvinrent à s'enrichir. Dès 1980, ils se sont organisés pour former l'Alliance du Rwanda pour l'Unité Nationale (ARUN), relancée en décembre 1987 sous le nom de Front Patriotique du Rwanda/Armée (FPR/A).³ A la tête de l'invasion de 4.000 Rwandais exilés se trouvait le Général de corps d'armée Fred Rwigyema, qui a fui en Ouganda, enfant dans les années 50. Grand et mince, « Fred », on le connaissait sous ce prénom en Ouganda, était réputé comme étant un des meilleurs soldats de l'armée ougandaise, qui a aidé à mettre fin au règne d'Idi Amin, le dictateur. Il devient finalement député puis Ministre de la Défense de l'Ouganda, ce qui, pour un étranger, constitue un extraordinaire couronnement de carrière. Cependant il n'a jamais caché son désir de rentrer dans son pays natal, le Rwanda.⁴ De nombreux émigrés rwandais d'origine Tutsi vivant en Ouganda ont reçu un entraînement militaire intensif dans l'armée ougandaise. Si ces rebelles étaient des Tutsi pour la plupart, c'était parce que c'était surtout des Tutsi qui furent la persécution en 1959, 1963 et 1973. Maintenant ils ont affirmé se battre pour aider tous les Rwandais à établir la démocratie et à mettre fin à la corruption.⁵

Cependant l'invasion du Rwanda par le FPR menace de se terminer dans un fiasco. Il y a eu dès le départ un désaccord entre Fred Rwigyema et son lieutenant, Peter Bayingana, sur la stratégie à suivre. Des sources rebelles confirmèrent plus tard que le commandant Bayingana s'est opposé au plan du Général Rwigyema qui voulait attaquer directement Kigali. Le premier était plutôt favorable à l'engagement d'une guerre de guérilla lente contre le gouvernement du Rwanda. La querelle dégénéra en lutte armée, et le lieutenant Bayingana tua le leader du Front Patriotique du Rwanda le 3 octobre, seulement deux jours après que les rebelles ont envahi le nord-est du Rwanda. Le lieutenant Bayingana et d'autres commandants gardèrent secrète la mort du Général Rwigyema. Et les rebelles n'annoncèrent ce décès qu'après la mort, à son tour, du commandant Bayingana, exécuté par des camarades rebelles le 22 ou le 23 octobre. Cependant ce n'est que le 2 novembre qu'un porte-parole du FPR à Bruxelles déclara officiellement que Rwigyema avait été tué en marchant sur une mine pendant l'attaque de Kitumba, région située dans le nord-est du Rwanda le 2 octobre. La situation s'améliora seulement à l'arrivée du commandant Paul Kagamé, auparavant chargé de mission à la tête du service de renseignements militaires de l'Ouganda, qui alors prit le commandement en chef des forces FPR. Le commandant Kagamé occupait un poste important dans les forces armées à l'éclatement de la rébellion. Il était un proche ami du général de division Rwigyema, il passa la plus grande partie de son enfance en Ouganda, avant de rejoindre la Tanzanie qui menait la guerre de libération contre le général Idi Amin. Comme le général de division Rwigyema, il était parmi les 27 hommes qui rejoignirent Yoweri Museveni dans le maquis, d'où ils continuèrent à mener une guerre de guérilla jusqu'à la prise de pouvoir à Kampala en 1986.⁶

Il est difficile de trouver un argument suffisamment convaincant pour supposer que le véritable noyau de la direction du FPR n'était pas conscient de l'existence d'un « démon ethnique » au Rwanda. En choisissant une confrontation militaire avec Habyarimana il était certain que ce démon allait se libérer avec violence. Néanmoins il n'est plus permis de douter plus longtemps que la direction du FPR a délibérément choisi l'immense risque d'exposer au danger les Tutsi qui vivaient encore au Rwanda.⁷

Pour commencer, la petite armée du Rwanda, aidée d'un contingent de troupes zairoises repoussa le FPR, à quelques 70 km de Kigali. Pendant ce temps-là, le FPR se présentait à l'opinion publique internationale comme étant un mouvement démocratique et pluriethnique désireux de renverser un régime corrompu et incompetent. Le conflit se poursuivit tout au long de l'année 1991 et jusqu'en 1992, le FPR entreprenant des incursions de guérilla fréquentes en territoire rwandais. À l'intérieur du Rwanda même, les événements ont pris une

nouvelle tournure; il y eut une série de tentatives infructueuses pour négocier la formation d'un gouvernement de transition; la composition d'un gouvernement de coalition sur une base large était annoncée pour avril 1992. Puis au mois de mai de cette année là, un nouveau dialogue était renoué entre le gouvernement et les représentants du FPR, mais le premier s'avéra incapable de résoudre les problèmes en suspens, en particulier la demande du FPR pour une pleine participation dans un gouvernement et un parlement de transition. Il en résulta une nouvelle résurgence des violences. On continua cependant à faire des efforts pour chercher un accord, et le 4 août 1993, le président Habyarimana et le Colonel Kanyarengwe du FPR signèrent solennellement à Arusha un accord de paix. Mais le processus de réalisation se montra lent et chargé en outre de pièges placés de part et d'autre. La frustration politique s'évacuait régulièrement sous forme de confrontations violentes. Dans ce climat explosif, un événement tragique déclencha l'effondrement de l'ordre civil et la suite : « le génocide au Rwanda ». Voici ce qui s'est passé : Le 6 avril 1994, Habyarimana et Cyprien Ntaryamira, le président du Burundi, rentraient par l'avion présidentiel d'une rencontre au sommet régionale qui s'était déroulée à Dar-es-Salaam. Au dessus de l'aéroport de Kigali on tira sur l'avion qui explosa à l'atterrissage tuant les passagers. Il s'ensuivit un massacre de tous les opposants au gouvernement ainsi que des civils Tutsi. Et le FPR, reprit immédiatement ses opérations militaires à partir de ses bastions du Nord, avec l'intention non dissimulée de décharger le bataillon assiégé de Kigali, envoyé là pour protéger les représentants FPR qui devaient faire partie de la nouvelle législature et du nouveau gouvernement ainsi que pour restaurer l'ordre dans la capitale et mettre fin au massacre des civils. Pendant les quelques mois suivants, la situation fut marquée par la désagrégation totale de la loi et de l'ordre que ni les Hutu d'un côté, ni les Tutsi de l'autre n'observaient plus. Le FPR s'assura rapidement la maîtrise de toutes les grandes villes et de toutes les positions stratégiques dans le territoire, mais ses soldats exerçaient des représailles violentes à l'encontre des Hutu. On estime à 1 million à peu près le chiffre des Hutu du Rwanda qui cherchèrent refuge dans la ville frontière de Goma. A la mi-juillet, le FPR annonça la composition d'un nouveau gouvernement d'unité nationale, la majorité des postes ministériels a été confiée à des membres du FPR avec d'ailleurs Paul Kagamé comme ministre de la défense et comme vice-président, un poste nouvellement créé. La victoire du FPR fut rapidement acceptée comme un fait accompli par la communauté internationale.

Un des problèmes majeurs qui faisait de grands ravages dans la région était le trafic illégal d'armes à destination en particulier des régions frontalières de l'est du Zaïre que les FAR (Forces Armées Rwandaises) utilisaient jadis comme bases pour lancer des raids dans le Rwanda depuis les frontières. Le président Mobutu

accepta d'autoriser le déploiement des soldats de l'ONU dans l'est du Zaïre qui empêcheraient toute violation de l'embargo sur les armes, mais la conviction générale demeura que le Zaïre continuerait à être le grand fournisseur d'armes des anciennes FAR. Le Rwanda et l'Ouganda partageaient fortement cette conviction.

Les quatre chevaliers de l'Apocalypse

Kagamé Paul est né en octobre 1957 dans la préfecture de Gitarama, au centre du Rwanda de Deogratias (sic !) et Asteria Rutagamba. Etant membre de la minorité Tutsi, la famille a fui le Rwanda et est allé en Ouganda en 1960; elle échappa par conséquent au premier grand massacre perpétré par les Hutu. Là, en Ouganda, Paul alla à l'école primaire et secondaire. En 1980, il était parmi les 27 premiers hommes qui ensemble avec Yoweri Museveni lancèrent une guerre de libération de l'Ouganda. Entre 1986 – 1990 il servit en tant qu'officier avec le rang de général de division et chef du service secret de l'armée de l'Ouganda dans l'armée ougandaise. Il acquit là une réputation d'incorruptibilité et de sévérité par l'application d'un code de conduite sévère. On lui décerna le surnom de « Commandant Pilate » (d'après Ponce-Pilate).⁸ En 1987 Kagamé et environ 8.000 autres Tutsi établis en Ouganda créèrent l'armée de guérilla FPR avec l'aide financière et militaire de Museveni. En 1990 Kagamé suit ensuite des cours de direction et de commandement à Fort Leavenworth, Kansas (USA). Le 1^{er} octobre de cette année là, le FPR. envahit le Rwanda; cependant cette entreprise militaire était menacée par la mort soudaine de son chef, Fred Rwigyema. Kagamé interrompit immédiatement ses études et prit le commandement des 4.000 hommes que comptaient à peu près les FPR.⁹ A cause de nouveaux massacres de la minorité Tutsi perpétrés par la majorité Hutu en avril 1994, Kagamé donna l'ordre au FPR. d'attaquer le Rwanda et au bout de 3 mois, le gouvernement Hutu était renversé. L'aide que le FPR apporta à différents groupes de rebelles s'opposant au régime mis en place depuis mai 1997 en République Démocratique du Congo par Laurent-Désiré Kabila mena pour quelque temps à une confrontation militaire directe avec les troupes ougandaises ainsi qu'à un refroidissement des rapports avec son tuteur Museveni. Après avoir été « l'homme fort » dans le nouveau Rwanda il a actuellement en main la direction du pays, depuis qu'il a été élu Président de la République le 17 avril 2000. Il a également un diplôme de management professionnel ainsi qu'un diplôme d'études des affaires de l'Université Ouverte de Londres, UK.

Museveni Yoweri Kaguta est né en 1944, fils de pasteurs Bahima à Ankole. Dès l'époque où il était élève de l'école secondaire à Ntare, Mbarara, il s'intéressait

déjà à la politique. Il entra en 1967 à l'Université de Tanzanie pour faire des études de sciences politiques et économiques ; il les termina en 1970 avec un BA. Cette université possède une très bonne ambiance intellectuelle, offrant à des jeunes étudiants africains de différents pays une occasion de se familiariser avec les idées panafricaines et anticolonialistes. Sous ces perspectives, ces étudiants créèrent en 1967 le mouvement des Etudiants de l'Université du Front Révolutionnaire Africain (USARF) et Museveni fut élu son président; il le resta pendant tout le temps de ses études à l'université. L'USARF était étroitement lié avec des mouvements de libération africains, en particulier avec le mouvement de libération du Mozambique (FRELIMO). A la fin de ses études, Museveni se rendit dans les régions récemment libérées du nord du Mozambique et il acquit là une expérience de première main pour mener des guérillas. Pendant le régime d'Idi Amin, Museveni se réfugia en Tanzanie, où il a aidé à la formation du Front de Libération nationale (FROSANA). En avril 1979, FROSANA ensemble avec les Forces de la Défense du Peuple de la Tanzanie, renversa Idi Amin. Cependant, très bientôt Museveni fut déçu par le changement politique qu'il y eut et par conséquent il fonda le Mouvement de Résistance Nationale et lança une campagne pour miner le régime d'Obote. En 1985, Obote dut fuir, et en 1986 Museveni devint Président. Auparavant, socialiste déclaré, Museveni adhéra étroitement depuis son arrivée au pouvoir aux réformes du marché en ordonnant le programme d'ajustement structurel de l'Ouganda.¹⁰ Dans sa politique étrangère, il a fréquemment soulevé des controverses à cause de l'appui qu'il apportait à des mouvements rebelles d'autres pays africains. En même temps que l'aide à L-D. Kabila, il a aussi aidé un camarade étudiant de Dar-es-Salaam qui se battait contre le gouvernement fondamentaliste islamiste du Soudan. Mais il a fait ceci aussi par souci de bénéfice personnel.¹¹

John Garang de Mabior est né en juin 1945 à Wagkulei, un village près de Bor dans la région du Nil supérieur, d'une famille anglicane pauvre mais pieuse. Ayant perdu ses parents lorsqu'il était en bas âge, il partit pour la Tanzanie où il alla à l'école secondaire. Là il se lia d'amitié avec le jeune Museveni. Etant allé aux Etats-Unis pour étudier, il obtint ses diplômes en 1971 au Collège Grinnel avec un BSc. Retourné au Soudan, il devint adjudant du Général Joseph Lagu d'Anyanya I. Après l'accord d'Addis-Abeba il entra dans les Forces Armées Populaires du Soudan en 1972 avec le grade de capitaine. En 1974 Il fut envoyé pour une autre formation militaire supplémentaire à Fort Benning aux U.S.A. et de 1977 à 1981 il eut l'occasion de poursuivre des études pour obtenir un diplôme de Docteur en Economie, avec pour spécialité l'économie agricole, à l'Université d'Iowa. En 1982, comme colonel en service actif, il enseigna à l'université de Khartoum et

dans des écoles militaires. Au commencement de la nouvelle guerre civile en mai 1983, le Président Numairi le choisit pour écraser la révolte à Bor, mais au lieu d'accepter l'offre, Garang prit le commandement du bataillon sudiste qui refusait d'accepter le transfert du commandement au Nord et il rejoignit ouvertement le SPLA. Le gouvernement de Khartoum a constamment accusé Garang de n'être rien d'autre qu'un fieffé rebelle communiste. Les représentants du SPLA protestent vigoureusement contre ce label de marxiste-communiste. Et si on voulait faire siennes des opinions basées sur des sources moins préconçues le SPLA pourrait avoir raison. Pendant la 1ère administration Reagan, les différents travaux d'Université écrits par l'étudiant soudanais John Garang étaient méticuleusement examinés dans l'espoir d'y trouver des germes possibles d'antiaméricanisme ou des traces d'une idéologie communiste. Le tout s'avéra comme étant une perte de temps inutile ! Et en outre de vieux collègues de l'armée étaient tous unanimes pour dire que Garang était « un homme qui rejetait le modèle communiste. » Et des diplomates allemands sont d'avis que Joseph Odaha, le président du SPLA, est « bien plus à gauche que John Garang ». Cependant il n'y a aucun doute possible que John Garang soit bien un fieffé socialiste.¹²

Kabila Laurent-Désiré est né en 1939 à Ankoro dans la Province du Shaba le Nord Katanga d'autrefois. Au milieu des années 50 il étudia la philosophie politique en France ce qui l'amena à être réceptif pour les idées marxistes. De là il partit plus tard à Dar-es-Salaam où il se lia d'amitié avec Yoweri Museveni.¹³ Il rentra au Congo peu de temps avant l'indépendance de ce pays en 1960. Il était un partisan inconditionnel du premier ministre Patrice Lumumba. Après l'assassinat de ce dernier en 1961 Kabila dirigea un groupe de rebelles qui était soutenu financièrement par la Russie, la Chine et Cuba. En 1964 il prit la tête d'une insurrection dans les provinces-est du Congo. Au début de 1965 la rébellion dirigée par Kabila reçut l'appui de Che Guevarra. Mais celui-ci en désaccord avec la manière de diriger de Kabila le quitta peu après et à la fin des années 1965 la rébellion tourna court. Dans son journal du Congo en date de 1965 Che Guevarra décrit Kabila comme un chef rebelle qui prétendait pouvoir diriger son peuple à partir d'un hôtel de Dar-es-Salaam mais qui avait grand peur de mettre seulement un pied sur le champs de bataille sur le sol congolais. En 1967 Kabila, un adversaire convaincu de Mobutu, devint le co-fondateur du Parti Révolutionnaire du Peuple (PRP), un groupe de rebelles gauchistes qui lançait des attaques sporadiques contre Mobutu et son régime et qui s'autofinçait à l'aide de pratiques plus au moins douteuses comme par exemple l'exportation d'or et d'ivoire. Dans les années 1980 Kabila vécut en Tanzanie la plupart du temps. Entre 1980 et 1988 il développa des liens d'amitié avec Museveni et Kagamé. A partir

de 1988 Kabila disparut de la scène si bien que beaucoup de ses associés le présumèrent mort. Mais en octobre 1996 Kagamé recruta Kabila pour diriger la révolte des Banyamulenge dans le Sud Kivu contre le régime de Mobutu et peu de temps après Kabila unifia les Banyamulenge, son parti personnel le PRP et d'autres groupes de guérilleros pour former l'Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération du Congo l'AFDL.¹⁴

La chute de Mobutu permit à Kabila et à l'AFDL de réclamer une légitimité. Finalement, en mai 1997, après avoir pris la capitale Kinshasa, Kabila fut définitivement proclamé Président de la République Démocratique du Congo régénérée. La prise de pouvoir par Kabila et ses alliés était le résultat d'une guerre éclair qui au début était tolérée par la population et peu après désirée par elle. Une grande partie de ses forces armées étaient originaires du Kivu et de la partie est du pays, beaucoup d'entre elles des états voisins comme le Rwanda et l'Ouganda même. Dans la deuxième phase de la guerre des soldats venus du Katanga qui avaient vécu pendant longtemps et combattu en Angola rejoignirent aussi les rangs de ces forces armées. Sans aucun doute les voisins orientaux de Kabila, le Rwanda et l'Ouganda, lui ont accordé un soutien actif pour sécuriser leurs propres frontières et pour mettre fin aux hostilités de groupes armés rebelles qui lançaient des opérations fréquentes à partir du territoire zaïrois et qui étaient très souvent financés par ce pays.

Le succès militaire rapide n'a pas permis à Kabila et ses alliés d'avoir le temps de formuler un programme politique à partir duquel on aurait pu définir la base d'un véritable nouveau commencement. Etant originaire de la région est du Congo et parlant le Swahili, Kabila voyait en même temps la nécessité de gagner la faveur de la population habitant la région occidentale. Par conséquent il n'avait aucun autre choix que de confirmer un certain nombre de Mobutistes dans leurs positions et même de prendre quelques-uns d'entre eux comme ses conseillers personnels.

Les origines du conflit au Kivu

Deux conflits militaires ont entièrement influencé la situation actuelle dans le Kivu. Ce sont (1) la première guerre du Congo ou la campagne de l'AFDL, et (2) la deuxième guerre du Congo ou la guerre contre Kabila.

Banyarwanda¹⁵

Le conflit tire ses origines de l'accroissement récent de la population au Kivu. L'expression « Banyarwanda » (ceux qui sont originaires du Rwanda) est utilisée communément dans l'est du Zaïre, mais particulièrement dans le Nord Kivu depuis

les années 1940 et sert à désigner toutes les personnes établies à travers toute la région, ayant des racines culturelles ou géographiques communes rwandaises et qui parlent la même langue Kinyarwanda, langue parlée au Rwanda.¹⁶ Ces personnes comprennent des catégories variées : elles sont aussi bien des agriculteurs que des éleveurs de bovins, aussi bien des Hutu que des Tutsi, de riches hommes d'affaires que des pauvres agriculteurs, des gens arrivés depuis longtemps ou de récents immigrés.¹⁷ Trois raisons principales ont encouragé ces gens à venir et à s'installer dans le nord et le sud Kivu : différentes périodes de famine qui ravagèrent le Rwanda comme celle de 1905-06, 1928-29; 1940-43; 1950-52; la surpopulation au Rwanda ; le besoin de mains-d'œuvre dans les plantations, les mines, l'industrie et les routes au Congo.¹⁸ Après l'immigration massive des années 50, les Banyarwanda ont beaucoup augmenté numériquement. Après l'indépendance, les partis politiques prirent position sur les conséquences de cette immigration et même quelques-uns d'entre eux encouragèrent la population rwandaise à se révolter contre les autorités locales. Des rebelles rwandais attaquèrent aussi des soldats zaïrois en 1962 et tuèrent le commissaire de police de Kibati. En 1963 et 1964 des Rwandais qui étaient en faveur d'un séparatisme régional de la partie territoriale comprenant Rutshuru, Masisi, Goma et la province du nord Kivu se révoltèrent, mais l'intervention de l'armée nationale congolaise (ANC) mit fin à cette révolte que l'on considère assez généralement associée avec la rébellion des mulelistes.¹⁹ En janvier 1972, les Banyarwanda tirent des avantages du fait que B. Bisengimana (d'origine rwandaise) était directeur du cabinet du Président Mobutu; il fit promulguer une loi qui accordait pour la première fois la citoyenneté zaïroise « aux personnes d'origine rwandaise-burundaise qui se sont établies dans la province du Kivu avant le premier janvier 1950 et ayant toujours résidé dans la République du Zaïre. » Toutefois le 29 juin 1981, après le départ de M. Bisengimana, on révoqua cette loi pour la remplacer par une autre qui était plus restrictive et qui donnait la citoyenneté zaïroise seulement aux descendants des personnes ayant vécu sur le territoire national à partir du 18 octobre 1908, au moment où la souveraineté sur le Congo fut transférée à la Belgique.

A partir de 1992, les Banyarwanda du Nord Kivu se rebellèrent en organisant petit à petit de l'aide pour soutenir la Magrivi (Mutuelle des Agriculteurs des Virunga), une structure à base ethnique d'aide mutuelle et d'autodéfense paysanne,²⁰ qui incita la population rwandaise à ne plus collaborer avec les structures administratives locales et qui substitua à leur place des structures administratives parallèles. Cette désobéissance civile aggrava énormément et rapidement les tensions, augmenta le nombre d'incidents vraiment sanglants dans la région de Walikale (1992) et du Masisi (1993).

Les Banyarwanda ont espéré que la question de leur nationalité serait réglée après la victoire de l'AFDL en mai 1997. Cependant la question est demeurée un tabou. La loi de 1981 leur refusant la nationalité congolaise est encore en vigueur et en conséquence des tensions ethniques persistent très fortement dans le Nord Kivu.

Banyamulenge²¹

Les Banyamulenge se composent de gens originaires également du Rwanda, mais qui vinrent vivre dans la région d'Uvira, dans le Sud Kivu, bien avant la colonisation et le congrès de Berlin. Ils disent être arrivés là à la fin du 18^{ème} siècle, ayant été obligés de s'exiler à la suite d'une révolution de palais manquée. Il y a dans la région une grande quantité de renseignements sur eux, datant de ce temps là. Toutefois le terme « banyamulenge » apparemment est complètement ignoré pendant la période coloniale. Des cartes décrivant les groupes ethniques variés du Sud de Bukavu font des références seulement aux « tribus » des Babemba, des Bavira, des Bafulero et des Barundi. Et la raison de cette ignorance est claire, en effet, le nom n'est pas une dénomination ethnique mais plutôt une référence pour le peuple vivant à Mulenge, un petit village sur le plateau de l'Itombe. Le terme lui-même est couramment utilisé à partir de 1967, de par leur propre initiative, pour les distinguer des réfugiés Tutsi du Rwanda.²²

Ils étaient eux aussi victimes du refus du gouvernement du Zaïre de leur accorder la citoyenneté zaïroise, bien qu'ils vécussent depuis plusieurs générations dans le pays. Bien sûr, ils ont fait cause commune avec les aspirations des Banyarwanda, mais ils ont eu plus de chances que ces derniers, du fait que la nouvelle loi de 1981 ne portait pas atteinte à leur nationalité nouvellement acquise. Toutefois pour les Banyamulenge un nouveau problème surgit en 1994. Comme on a découvert que la chaîne de montagnes de l'Itombe, dans le Sud Kivu, dans laquelle vivent les Banyamulenge, pourrait cacher des réserves d'or, ceci amena le chef des Bafulero, Ntare Simba, à chercher des raisons pour diminuer l'influence des Banyamulenge, en leur refusant la nationalité zaïroise et en utilisant les *Forces Armées Zaïroises* (FAZ) qui étaient présentes dans la région depuis l'affluence massive des réfugiés rwandais, afin d'avoir le contrôle d'une part de la production d'or, et d'autre part sur les troupeaux d'animaux des Banyamulenge. Un tel pillage semblait complètement « naturel » aux populations autochtones lorsque pendant la guerre secrète des années 90 entre le Rwanda et le Zaïre, on a vu les Banyamulenge travaillant comme espions à la solde du RPA (*Armée Patriotique du Rwanda*), une sorte de 5e colonne. Par la suite un grand nombre de Banyamulenge rejoignirent le FPR (*Front Patriotique du Rwanda*) pour combattre dans ses rangs et retournèrent dans le Sud du Kivu après 1995.²³ Ils étaient aussi

les premiers à être démobilisés, une fois que les FPR ont eu le pouvoir à Kigali. Quant aux Bafulero, ils ont encore en mémoire la trahison des Banyamulenge pendant la rébellion de 1964, lorsque ces derniers rompèrent avec les rebelles, et rallièrent la partie de l'ANC, ce qui brisa l'insurrection. En outre, un autre projet des Banyamulenge de créer une chefferie collective des Banyamulenge sur le haut plateau d'Itombe, rencontra une violente opposition des chefs coutumiers locaux du Sud du Kivu.

Autres complices : Toutes sortes d'hommes de toutes conditions

Le conseil national de la résistance (CNRD)

Ce groupe était une formation politique qui au début de 1993 se considérait comme le bras armé du MNC/Lumumba. Le groupe fut tout d'abord conduit par un militant partisan de la 1^{ère} heure de Lumumba, un dénommé A.Kisase Ngandu. Pour le FPR le rebelle « Commandant Ngandu » était un mzee, un vieil homme d'état des guerres de libération. Il a de nouveau surgi de la jungle, encore brûlant du zèle inspiré par son héros Patrice Lumumba. Mais en réalité, il était une sorte de fossile idéologique. Il n'est plus resté socialiste, après avoir lu jadis des traités politiques à Berlin; il portait encore un flambeau du panafricanisme, le rêve d'une Afrique unie, prêché par Kwame Nkrumah du Ghana pendant les beaux jours de l'indépendance. Il rejoignit en 1965 les guérilleros qui combattaient Mobutu et plus tard prit part à plusieurs soulèvements. Il disait qu'ils devaient leur échec au fait que les occidentaux soutenaient toujours leurs ennemis. En 1984 il créa son propre parti anti-Mobutu, le Parti de la Libération Nationale. Ayant ses bases militaires au Zaïre et dans les pays voisins il pouvait établir des contacts avec le FPR naissant qui envahissait le Rwanda à partir des camps de réfugiés en Ouganda en 1990. Ses forces militaires étaient un fourre-tout dans lequel il y avait des soldats rwandais et des groupes de rebelles qui sous la conduite d'un Rwandais étaient transformés en une force cohérente destinée à renverser le régime de Mobutu.²⁴ Au sein de l'ADFL, Kisase Ngandu était considéré comme le chef militaire de la rébellion et il était aussi le principal avocat capable d'intégrer la milice Mayi Mayi du Nord Kivu dans l'ADFL. Il fut assassiné le 4 janvier 1997 dans des circonstances mystérieuses. Les rumeurs rapportent qu'il existait de sérieuses différences de vues au sein de l'alliance entre Kabila qui venait du Shaba et Ngandu qui était originaire du Kasai.²⁵ A l'éclatement de

la guerre en 1996, L.-D. Kabila était le chef d'un groupe assez petit de partisans à l'intérieur de l'ADFL, il fut néanmoins désigné pour être leur porte-parole, à cause de ses nombreux contacts internationaux, son passé de guérillero et sa maîtrise des langues (Français, Anglais, Swahili, Kinyarwanda et Lingala) avant qu'il ne se désignât lui-même comme président du mouvement après la mort de Kisase Ngandu.

Le Mouvement Révolutionnaire pour la Libération du Zaïre (MRLZ)

Cette organisation était sous la conduite d'un jeune soldat, du nom de Masasu Nindaga, et regroupait la plus grande partie des Kadogo.²⁶ En novembre 1997 à cause des divergences de vues entre le président Kabila et Nindaga on expulsa ce dernier forcément hors de l'ADFL pour motif de rébellion, de dérives et sous le prétexte d'avoir formé une milice privée. Il fut arrêté et condamné à 20 ans de réclusion solitaire.

Mayi Mayi²⁷

On désigne généralement sous le nom de « Mayi Mayi » les regroupements de jeunes Batiri et Katuku armés du Sud Kivu, de Bangilima (Ngilima) au Nord Kivu. En fait il s'agit d'un terme, qui traduit, signifie : protection totale contre les balles, grâce à des pratiques magiques observées, telles par exemple l'aspersion d'eau bénite. L'efficacité de telles pratiques dépend de la façon avec laquelle l'initié suit une série de prescriptions à observer strictement. En fait les Mayi Mayi modernes ont très peu de choses à part le nom en commun avec les opposants traditionnels au gouvernement zaïrois. On compte actuellement trois groupes principaux, qui se servent du nom pour poursuivre leurs buts personnels que l'on peut en peu de mots définir comme étant des conflits ethniques invétérés qui opposent la population indigène de la région avec les populations Banyarwanda/Banyamulenge. Ces groupes comprennent 1) les Bangilima (Nord Kivu), 2) les Mayi Mayi de Padiri (Sud Kivu); 3) les Simba (Nord Katanga). Pas un de ces groupes n'a un objectif politique réel, la revendication du départ des Tutsi de la région mise à part, revendication qu'ils formulent encore par ailleurs dans le slogan suivant « Le Congo aux Congolais. » Ils expriment clairement leurs sentiments anti-Tutsi très vivaces dans l'Est du Congo, basés sur la conviction populaire selon laquelle les Tutsi venaient uniquement pour prendre la terre à la population indigène.

Le conflit Hema-Lendu

Tous les antagonistes de cette tragédie se sont servis de stratégies variées pour maintenir le cercle vicieux de la guerre et de l'exploitation. L'exemple de

l'Ouganda est un exemple parmi beaucoup d'autres. Les principaux chefs de l'(Forces de Défense du Peuple de l'Ouganda) ont employé pour leur compte le conflit Hema-Lendu.²⁸ Un conflit entre les deux tribus Lendu et Hema habitant le nord-est de la RDC, qui existait à l'état latent depuis des décennies a récemment escaladé depuis juin 1999 et, selon l'information donnée par une organisation d'aide chrétienne travaillant dans la région, a certainement coûté la vie à 5.000 civils. Depuis le temps des colonies, les Hema qui comptent environ 150.000 personnes, des éleveurs, et les Lendu qui comptent 700.000 agriculteurs, se sont disputés pour des droits de propriété du terroir. En juin la région de Djugu fut le théâtre de combats très féroces après qu'une tentative de règlement de dispute entre les deux groupes a échoué. La situation parut suffisamment dramatique à l'UE pour qu'elle envoie une délégation de trois personnes au gouvernement de l'Ouganda à la fin du mois de février 2000 pour lui demander de faire des efforts sérieux pour mettre fin à ce conflit qui se passait dans une région contrôlée par les Ougandais. Suliman Baldo, un chercheur expérimenté de l'organisation Human Rights Watch mit en garde contre la gravité de la situation à Bunia. Ce qui rend ces attaques si dangereuses c'est qu'à présent les deux groupes s'identifient avec les camps Hutu-Tutsi, les principaux antagonistes du génocide du Rwanda. Les Lendu pensent maintenant qu'ils sont de proches parents des Hutu tandis que les Hema s'identifient avec les Tutsi. Les deux groupes se sont disputés pour le contrôle de la région pendant longtemps mais ces identifications et les liens qu'ils ont avec le génocide menacent de transformer la dispute en quelque chose de bien plus dévastateur. Et pourtant les deux groupes ethniques parlent la même langue et ils pratiquent régulièrement le mariage inter-ethnique.²⁹

La campagne de l'AFDL de Kabila

Pendant les années du déclin du régime de Mobutu, la population de tout le Zaïre (en particulier celle du Kivu), même celle des villages les plus reculés fut sensibilisée à l'appel de l'idéal de la démocratie. Pendant l'automne de l'année 1996, lorsque le processus de transition démocratique que le président Mobutu, 6 années plus tôt, avait mis en marche, sembla avoir été enterré dans les cachots de Kinshasa, l'alliance formée par Kagamé³⁰, Museveni et Garang pour aider Kabila à chasser Mobutu eut beaucoup de succès grâce à l'appui populaire.³¹ Les déclarations verbales de L.-D. Kabila – porte-parole de l'AFDL – de se rendre jusqu'à Gbadolite provoqua immédiatement l'enthousiasme parmi une population qui avait été complètement désagrégée sous le régime de Mobutu. Les troupes rwandaises et ougandaises accordèrent leur soutien tout entier aux forces de Kabila. L'alliance gagna davantage de force grâce à la détente qui survint à ce moment-là avec les partisan Mayi Mayi du Nord Kivu encore appelés Bangilima.

A partir de janvier 1997, quelque 2.000 Gendarmes Katangais, les Tigres du Katanga, arrivèrent via Kampala par avion à Bukavu et à Goma pour prendre le commandement du flanc sud du front de la guerre du côté de Lubumbashi. Ils avaient à leur disposition une structure logistique et financière très importante ce qui leur permit d'acheter leur approvisionnement plutôt que de le réquisitionner par la force, ce qui laissa une impression très positive de la rébellion auprès de la population du Kivu. De son côté, le président ougandais Yoweri Museveni poursuivant ses objectifs personnels avait un intérêt particulier pour la neutralisation de l'aéroport de Bunia. Car Mobutu avait permis au Soudan de s'en servir pour soutenir les forces anti-Museveni tel que le « Juma Oris' West Nile Front » et leur garnison à Morobo, Aruba, Kamisa, Kimba, Sita et Sard au Soudan. La marche de Kabila vers Kisangani ouvrit une brèche pour l'entrée dans le Zaïre oriental des forces ougandaises et de l'Armée de Libération du Peuple Soudanais du Colonel John Garang de Mabior. Et comme Bunia était un bastion d'une grande importance stratégique, la perte de la ville et de l'aéroport de Bunia mit en échec les tentatives des FAZ de monter une contre-offensive contre les rebelles du Kivu. Et après que les FAZ furent effectivement chassées de l'est du Zaïre, Kabila devint un personnage d'envergure nationale laissant derrière lui l'image du rebelle provincial.

Au cours de l'été 1996 il apparut clairement aux principaux politiciens de l'Occident que la mort de Mobutu n'était plus qu'une simple question de temps, et que par conséquent il devenait nécessaire de réexaminer la situation politique dans cette région. On décida alors de porter Laurent Kabila au pouvoir à Kinshasa quoi qu'il ait été durant des années considéré comme un ennemi officiel des EU mais qui entre temps s'était transformé en très bon allié de Museveni et de Kagamé à la fois. La prise effective du pouvoir à Kinshasa par Kabila avec l'aide des forces armées rwandaises et ougandaises fut un grand soulagement pour Kagamé pour qui le problème des réfugiés dans l'est du Zaïre constituait une très grande menace. Et même Garang, l'allié et le chef de l'Armée de Libération du Soudan fut maintenant officiellement encouragé à ne pas seulement chercher la libération du Sud Soudan mais plutôt à renverser le régime de Khartoum. Mais cette politique-là ne concordait pas avec celle des alliés arabes des EU ce qui la fit échouer lamentablement sur tous les fronts. Cependant au début de 1998 les relations entre Kabila et ses sponsors rwandais et ougandais tournèrent déjà à l'aigre. En juillet 1998 par conséquent, Kabila annonça que l'accord de coopération militaire entre le Congo et le Rwanda avait servi ses buts et qu'il prenait fin; et que les troupes rwandaises devaient retourner le plus vite possible chez eux. C'est ce qu'elles firent mais ce fut pour réapparaître presque immédiatement après et cette fois-ci en tant qu'armée ennemie. Ce fut le début de la seconde guerre du Congo.³²

La deuxième guerre du Congo

La rupture de Kabila avec ses anciens alliés eut donc des conséquences pour d'autres groupes de populations au Congo, plus particulièrement pour les Banyarwanda et les Banyamulenge. Différents groupes politiques congolais tels que le *Front de la Libération du Congo* (FLC), le *Mouvement de Libération Congolais* (MLC) et le *Rassemblement Congolais pour la Démocratie* (RCD) etc. avaient utilisé la victoire de Kabila sur Kinshasa comme prétexte pour mettre en avant leur revendications politiques. Ils avaient volontiers accepté l'aide politique et militaire soit du Rwanda soit de l'Ouganda en fonction des intérêts spécifiques du chef du groupe. En particulier les Banyamulenge se sont sentis manipulés par les autorités de Kigali. Ils voyaient clairement à présent que leurs deux objectifs principaux, à savoir la reconnaissance de la communauté Banyamulenge comme partie ethnique de la nation congolaise et l'amélioration de leurs relations avec d'autres groupes de populations du Sud Kivu, avaient été exploités par le pouvoir Tutsi du Rwanda pour ses buts personnels.³³ Ce sentiment de malaise au sein de la communauté Banyamulenge fut la cause de grandes dissensions avec le RCD qui aboutirent à de violents conflits entre les Banyamulenge et les soldats de la RPA. Cette nouvelle « révolution Banyamulenge » qui démarra en RDC le 2 août 1998 devint la première « guerre de tout le continent africain ». Sans précédent sur le continent, ce conflit court le grand danger que de nombreux pays africains, volontairement ou non, militairement ou de toute autre manière, pourraient être impliqués dans ce conflit à côté des trois mouvements rebelles congolais, des différents groupes de rebelles de l'Ouganda, du Rwanda, de l'Angola et du Burundi, sans mentionner les nombreux groupes d'intérêts privés africains et occidentaux.³⁴

Dans cette situation complexe – politiquement, socialement, religieusement, économiquement et humainement – l'Eglise du Congo doit faire face au défi représenté par ses préoccupations concernant les droits de l'homme.

La situation dans le Congo de Kabila

Liberté religieuse

Bien qu'il n'y eut aucune constitution établie dans la RDC de Kabila, le gouvernement respecta la liberté de la religion, en fait, pourvu que les fidèles ne troublent pas l'ordre public ou qu'ils ne fussent en contradiction avec la morale communément admise. Et puisqu'on ne toucha pas officiellement à la liberté religieuse, les trois Eglises principales n'en ont jamais fait un problème, bien que de la part du gouvernement on continua à exiger des groupes religieux étrangers

l'obtention d'un accord du Président, par l'intermédiaire du Ministre de la Justice. Cette pratique était basée sur une loi promulguée en 1971, qui contenait des règlements pour les organisations religieuses et qui donnait aux fonctionnaires le pouvoir de faire et de défaire des groupes religieux. Cependant, il n'y a pas eu de rapports mentionnant que le Gouvernement ait suspendu ou dissout un groupement religieux jusqu'en 1990 date à laquelle le Gouvernement suspendit la reconnaissance officielle des Témoins de Jéhovah; cette suspension fut révoquée plus tard par une Cour de Justice. Bien que cette loi continue à restreindre le processus de reconnaissance officielle, les religions reconnues officiellement ont la permission de mettre en place des lieux de culte et de former leur clergé. Dans la pratique, des groupement religieux qui ne sont pas reconnus officiellement, peuvent pratiquer leur culte librement.³⁵ Un grand nombre des Eglises reconnues officiellement ont des liens avec l'extérieur, et on permit à des missionnaires étrangers de continuer leur travail de prosélytisme. Dans l'ensemble le gouvernement ne s'immisce pas dans le travail des missionnaires. Toutefois, ceci ne signifie pas que des missionnaires étrangers n'ont pas été l'objet, de la part des forces de sécurité d'abus touchant les droits de l'homme, en général.³⁶ En 1988 le gouvernement de Kabila rédigea une nouvelle constitution ; mais après sa publication par la presse, beaucoup de leaders de partis politiques, d'ONG et d'organisations religieuses la critiquèrent comme étant insuffisamment démocratique, et en conséquence elle ne fut pas ratifiée.³⁷ Pour toutes ces raisons il semble honnête de conclure qu'en matière de religion Kabila et son gouvernement ont pris une attitude tolérante ; cependant ceci ne permet pas en fin de compte de conclure qu'ils n'exercèrent pas de surveillance. Car Aubert Mukendi, un ancien chef de cabinet du président Kabila déclara ouvertement dans un Colloque du Service des Nations Unies pour les Droits de l'Homme à Kinshasa qu'il était inacceptable que le clergé ou les fidèles exercent des activités politiques sous la protection de leurs chefs religieux. A ses yeux la politique et la religion sont entièrement incompatibles. Malgré cette attitude tolérante cependant on ne peut pas occulter qu'à la suite de la guerre il y eut des abus dans les régions contrôlées par le gouvernement. Ces abus – habituellement la mise à sac d'églises et le pillage de propriétés de l'Eglise – étaient généralement le résultat d'un manque de discipline dans les troupes gouvernementales.³⁸

La Justice

On rapporte que depuis la prise du pouvoir par Kabila en 1997, des assassinats et des décès dus à la torture et la négligence, étaient devenus courants dans un centre de détention secret du nom d'« Alpha » qui était directement placé sous la direction du Cabinet du Président.³⁹ D'autre part la détention sans charge a été un problème fréquent sous l'administration de Kabila. Un grand nombre de

dirigeants d'organisations de droits de l'homme et religieuses continuaient à déclarer qu'il devenait de plus en plus difficile de faire le suivi des arrestations et des détentions ou d'étudier des rapports d'arrestations et de détentions arbitraires, ceci premièrement à cause de l'augmentation du nombre des arrestations et des détentions, deuxièmement à cause du nombre des agences de sécurité impliquées et troisièmement du nombre des établissements de détention.⁴⁰ Cette situation douteuse ne devrait pas étonner puisque aussi bien pendant le règne de Mobutu que durant la période de gouvernement de Kabila il n'y eut pas de département de justice fonctionnant en toute indépendance. Une liste d'organisations des droits de l'homme vont même jusqu'à déclarer que depuis l'institution de la Cour de Justice Militaire (COM)⁴¹ un total de 272 personnes a été condamné à mort par cette cour avant octobre 1999. La même source d'information confirme que 74 de ces verdicts ont été suivis d'exécution cependant que d'autres sources estiment que ce nombre dépasse les 100.⁴² Des organisations des droits de l'homme rapportent également qu'aussi bien à Kinshasa qu'à l'intérieur du pays des civils ont été appréhendés et traités sauvagement à plusieurs reprises sur la simple accusation de « sorcellerie ».⁴³

Droits de l'homme

Roberto Garreton, le rapporteur des Nations Unies sur les droits de l'homme en RD du Congo montre très clairement dans son rapport devant l'Assemblée Générale de l'ONU que la situation des droits de l'homme s'est fortement détériorée pendant la période entre ses deux visites dans ce pays; cette observation s'avérait vraie pour les deux parties du pays, occupée et non-occupée. Cependant il fit des commentaires positifs sur le travail du Ministre pour les Droits de l'Homme, Léonard She Okitundu, qui a pris ce poste le 1^{er} juin 1998. Néanmoins dans l'ensemble, la performance du gouvernement en matière des droits de l'homme demeure pauvre et de nombreux abus graves ont été commis.⁴⁴

Voici quelles sont les principales organisations des droits de l'homme qui travaillent dans le pays : Le « Comité des Droits de l'Homme Maintenant », un réseau national d'organisations des droits de l'homme; « VSV », une organisation très active à Kinshasa; « Groupe Jérémie » et « Groupe Amos », deux groupes d'inspiration chrétienne qui s'occupent essentiellement des droits de l'homme et des problèmes de démocratie; « Comité des Observateurs de Droits de l'Homme », un groupe d'observation de l'application des droits de l'homme; « Toges Noires », une association internationale d'avocats et de juges engagés dans la défense des droits de l'homme et « Association de Défense des Droits de l'Homme ». En plus de cela il y a de nombreux groupes qui travaillent et s'engagent activement dans le travail de développement et dans certains problèmes spécifiques comme par exemple l'éducation des électeurs et les droits des femmes.⁴⁵

L'organisation *Association Africaine pour la Défense des Droits de l'Homme au Congo/Kinshasa* (ASADHO = l'ex-AZADHO) fait même une peinture très noire de la situation. D'après elle, les violations des droits de l'homme pendant les dix dernières années de l'histoire du Congo n'ont jamais été aussi graves que maintenant.⁴⁶ Des délits tels que « complot contre le régime » ou « collaboration avec des puissances étrangères » en vogue pendant l'apogée de la dictature de Mobutu dans les années 70 ont refait surface dans des procès politiques dignes des purges stalinistes.⁴⁷ Ainsi, en une seule année, le gouvernement de Kabila emprisonna plus de journalistes et de militants des droits de l'homme que le régime de Mobutu le fit pendant 7 ans. De toute évidence, Kabila et son gouvernement avaient une phobie des organisations des droits de l'homme.⁴⁸

Les ONG

On exigeait des ONG de se faire enregistrer auprès du Ministre de la Justice et de déposer des copies des règlements intérieurs et des descriptions de la structure de l'organisation. Le 29 janvier 1999, le Président Kabila promulgua un décret qui restreignait les activités des ONG, les organisations religieuses y incluses, en imposant des conditions pour leurs activités. Cependant quelques organisations existantes ont obtenu des dérogations et il n'y eut pas d'application réelle du décret pendant l'année.⁴⁹

La Presse

Les médias écrits qui sont principalement groupés et distribués à Kinshasa, mises à part quelques restrictions, jouissent d'une liberté de presse assez appréciable. En particulier les journaux de l'opposition portent à la connaissance du public les violations des droits de l'homme perpétrées par l'armée, la police ou les forces de sécurité; ils accordent également une place importante aux problèmes politiques et sociaux dont les partis d'opposition, les Eglises, les syndicats et d'autres groupes importants se préoccupent. De l'autre côté, la presse gouvernementale imprime plus fréquemment des articles critiques des organisations religieuses.⁵⁰

Des abus relevés

Le gouvernement était très sensible aux critiques. Laurent-Désiré Kabila avait comme but principal : mettre au pas l'Eglise catholique, la renvoyer à la sacristie; et l'un des meilleurs moyens d'éviter la confrontation était par ailleurs de continuer à restreindre sévèrement des émissions radiophoniques étrangères. En juillet 1999, Didier Mumengi, alors Ministre de l'Information, ordonna aux stations de radio et de télévision privées de cesser de transmettre des émissions étrangères. Cette interdiction était principalement destinée à Elikya, une station

de radio catholique qui transmettait radio Vatican, et à Raga FM qui diffusait la « Voice of America » (VOA), la « British Broadcasting Corporation (BBC) – service mondial » et la « Deutsche Welle ». Mais la ville de Kinshasa pouvait encore recevoir France Internationale en provenance de Brazzaville toute proche.⁵¹ La cible visée n'était pas seulement les émissions religieuses mais aussi la diffusion des programmes étrangers qui pouvaient critiquer le gouvernement. Pendant l'année suivante les stations de radio catholiques n'ont plus continué à diffuser des programmes de radio étrangers.⁵² Malgré cela, le 10 janvier de l'an 2000, des agents du service de sécurité de l'ANR (*Agence Nationale de Renseignements*) obligèrent le Père Fabien Kenta, directeur de la station radio privée catholique, Radio Elikya, à se rendre dans un endroit inconnu. Là-bas les agents de sécurité lui déclarent que la station radio avait diffusé des propos anti-Kabila sous le couvert d'informations sur les droits de l'homme, et ordonnèrent à Kenta de ne pas diffuser des propos contre Kabila.⁵³ Mais les porte-parole catholiques n'étaient pas les seuls à être visés. Il existe des rapports non confirmés qui disent que dans la nuit du 10 juin 2000 dans le quartier Masina de Kinshasa, des soldats sont entrés de force dans la maison du Révérend Placide Tshisumpa Tshiakatumba, président de la Société Internationale des Droits de l'Homme (ISHR). Sous le prétexte de recherche de documents « suspects », les soldats ont fouillé tout systématiquement et ils ont volé des bijoux, de l'argent et un appareil photo. D'après les rapports, les soldats ont ensuite bandé les yeux de Tshisumpa, l'ont jeté dans leur jeep et l'ont promené à travers Kinshasa jusqu'à 3 heures du matin.⁵⁴

La violence de la foule se transforme facilement en tuerie, mais durant l'année 2000 le gouvernement n'incitait pas directement la foule à des actes de violence extrême. Cependant, après la mort soudaine le 3 octobre d'Emmanuel Kataliko, l'archevêque de Bukavu qui avait passé 8 mois d'exil « interne » imposé par les rebelles, à la suite d'une attaque cardiaque, le gouvernement de Kabila incita la populace, en déclarant que les Tutsi avaient empoisonné Kataliko. Ces déclarations circulèrent rapidement, et, publiées par des journaux indépendants, contribuèrent certainement à l'organisation de manifestations qui eurent lieu à Bukavu et qui se terminèrent par la mort d'un enfant tué par un coup de feu des rebelles.⁵⁵ En même temps Kabila et son gouvernement allèrent très loin dans l'usage d'intimidation, en ce qui concerne en particulier l'Eglise catholique, ils n'hésitèrent pas à jeter ses évêques en prison. Le Cardinal Frédéric Etsou, archevêque de Kinshasa et président de la Conférence épiscopale dénonça à plusieurs reprises le harcèlement des catholiques et les arrestations arbitraires d'évêques.⁵⁶ Le 10 janvier 2000, Mgr Cyprien Mbuka, évêque auxiliaire de Boma, fut relâché après 12 jours de détention dans une prison militaire de Kinshasa pour des « activités anti-patriotiques ». Il était accusé « d'être en possession d'un téléphone mobile sans permis et de nourrir des intentions subversives à l'égard

du gouvernement de Kinshasa. » Ces deux dernières années, trois évêques et deux prêtres furent arrêtés sur des accusations imaginaires : il s'agit de Mgr Théophile Kaboy de Kasongo, deux prêtres missionnaires, Mgr Joseph Kesenge, évêque émérite de Molegbe, le Père Fridolin Ambongo, Provincial des Capucins, et Mgr Nestor Ngoy Katahwa qui, au moment de son arrestation, était évêque de Manono et qui actuellement est évêque de Kolwezi.⁵⁷ Jamais auparavant l'Eglise du Congo, du sommet jusqu'au bas de l'échelle, n'a mérité à ce point le titre de « voix des sans voix ». Comme elle l'avait fait autrefois sous Mobutu, l'Eglise sous Kabila aussi éleva la voix au nom du peuple congolais, soit en tant que groupe, soit par l'intermédiaire d'une de ses personnalités emblématiques. Et Mgr Monsengwo, archevêque de Kisangani, n'a pas parlé avec la langue de bois des diplomates lorsqu'il donna un interview à une agence dans le courant du mois de juin 2000. Il dit en effet que « Laurent Kabila n'est pas capable de gouverner le pays. Sa mentalité date d'il y a quarante ans, du temps du communisme et de la guerre froide. Il a imposé une nouvelle dictature : car toute personne qui tient des propos contraires à ses opinions est arrêtée. Il a peur du processus démocratique. » Des organisations des droits de l'homme dénoncèrent vigoureusement les violations de ces derniers au moment où le gouvernement commença à utiliser des arrestations et des menaces d'arrestations comme moyens de répression à l'égard des membres dirigeants de la société civile et de l'Eglise locale. Le clergé était conscient qu'il devait jouer un rôle de leader et il saisissait les occasions qui se présentaient.

Après une rencontre habituelle du Comité exécutif national de l'Eglise du Christ au Congo tenue à Kinshasa du 24 septembre au 8 octobre 2000, le Révérend Richard Okoko Luhata et Mgr Marini Bodho, respectivement Modérateur et Président national de cette Eglise, firent à l'issue de la rencontre une déclaration au nom de ce Comité sur la situation sociale et politique dans la RD du Congo dans laquelle ils appelaient vigoureusement toutes les parties concernées à travailler pour la paix, car ce serait là une action qui répondrait à l'espérance profonde de tout le peuple de ce pays.⁵⁸

Pour la nouvelle année 2001, l'évêque catholique du diocèse de Butembo-Beni et le chef de la communauté baptiste en Afrique Centrale envoyèrent ensemble un message de paix à leurs communautés avec pour titre « J'ai été témoin de la souffrance de mon peuple... Oui, je sais bien à quel point ils souffrent. » (Exode 3,7).⁵⁹ Une autre initiative importante a été lancée par le Cardinal Etsou. Il a pris la décision d'organiser le 10 juin 2001 dans la ville de Kinshasa au stade des martyrs un grand spectacle pour la paix avec le concours de tous les artistes du pays. Dans ce cadre le Cardinal Etsou demanda à toutes les paroisses, qu'elles fussent catholiques, protestantes, kimbanguistes ou orthodoxes, aussi bien qu'à toutes les mosquées de s'unir, pour se faire entendre, par les sonneries des

cloches ou par d'autres moyens, pendant 5 minutes, le 10 de chaque mois à 10 heures le matin.⁶⁰ A partir du 10 janvier 2001 les cloches ont effectivement sonné. Mais les chaînes de télévision et de radio officielles ont pris soin de ne pas parler de l'événement. Même face à cette initiative le régime de Kinshasa n'a pas hésité à réprimer la liberté d'expression. Par ailleurs, le 10 janvier 2001, le jour où Mgr Mbuka fut relâché, le gouvernement refusa la couverture médiatique du projet pour la paix lancé par l'Eglise et présenté par le Cardinal Etsou⁶¹. Le Ministre des Communications, Dominique Sakombi Inongo, menaçait les médias de fermeture de leurs bureaux, au cas où il diffuseraient l'événement.⁶²

Les régions occupées de la RD du Congo

Monsieur Roberto Garreton, rapporteur de l'ONU pour les droits de l'homme en RD Congo, a déclaré avec insistance que la situation des droits de l'homme était, d'une manière générale, plus critique dans la partie occupée du pays que dans la région contrôlée par le gouvernement. L'armée rwandaise envahissant l'Est Kivu a pu camoufler avec succès son action sous le couvert du nom d'un mouvement de rebelles congolais, appelé RCD, qui par la suite se divisa en fraction pro-rwandaise et pro-ougandaise.⁶³

Par ailleurs il y avait aussi de nombreux récits non confirmés largement répandus qui disaient que des bandes armées de Hutu rwandais se faisant passer pour des combattants Interahamwe, commettaient des abus. On dit que l'armée rwandaise recrutait ces groupes pour les lancer dans des opérations de terreur contre les civils. On dit encore que les autorités rwandaises elles-mêmes coordonnaient ces attaques contre les civils et contre l'Eglise et ensuite les mettaient sur le compte de l'Interahamwe. Elles continuèrent à maintenir cette manière d'agir pour démontrer ostensiblement que la présence militaire rwandaise était nécessaire dans ces régions qu'elles contrôlaient. Dans les régions qu'elles tenaient, des organisations rebelles restreignaient sévèrement la liberté de parole, de rassemblement, d'association et de religion.⁶⁴ La RCD/Goma et des unités rwandaises, plus particulièrement, commettaient des tueries de masse, généralement en représailles pour des attaques Mayi Mayi contre la RCD ou les forces rwandaises. Certains de ces rapports nombreux concernant ces tueries étaient crédibles, particulièrement ceux concernant les attaques, les assassinats et les pillages perpétrés contre des membres et des établissements de l'Eglise catholique.⁶⁵ Il est assez remarquable que beaucoup de ces attaques se sont déroulées sous les yeux des forces de sécurité sans que ces dernières intervinrent. Les institutions de l'Eglise catholique semblaient être particulièrement visées. En outre à la fin de l'année 1999, le Gouverneur de Bukavu lança dans un discours une attaque très sévère contre l'Eglise catholique. Il y eut également des rumeurs parlant de conversations téléphoniques qui avaient été interceptées, pendant lesquelles on

donnait à partir du territoire rwandais des instructions pour programmer une certaine attaque qui peu après était réalisée selon le plan prévu. L'administration qui avait été placée dans cette zone était considérée par la population de Bukavu comme étant de simples marionnettes du gouvernement de Kigali.⁶⁶

Dans les régions du pays qui sont sous l'occupation militaire du Rwanda, de l'Ouganda, et de leur clientèle de rebelles respectifs, le climat de la liberté religieuse s'est détérioré. De nombreux groupes s'occupant des droits de l'homme parlèrent d'abus significatifs commis dans ces régions par les troupes d'occupation rwandaises et ougandaises, ainsi que par différentes factions de rebelles visant le clergé catholique. Ces abus prenaient la forme d'attaques de missions, d'assassinats de prêtres, de viols de religieuses et d'incendies d'églises. Des rapports crédibles indiquent que des troupes d'occupation et leurs alliés rebelles prenaient délibérément comme objectifs des églises catholiques pour intimider la population locale et pour se venger du rôle que l'Eglise a joué dans le génocide du Rwanda de 1994.⁶⁷ Donc des groupes s'occupant des droits de l'homme ainsi que des membres d'organisations politiques, religieuses et d'autres non-gouvernementales habitant les régions du pays tenues par les forces anti-gouvernementales étaient fréquemment harcelés et détenus sur le soupçon d'aide au gouvernement.⁶⁸

Le genre et la régularité peu rassurants de ces attaques semblent suggérer qu'il existait un plan pour réduire l'Eglise au silence. Il est certain que l'Eglise catholique avait beaucoup d'influence dans cette région. Même si depuis le commencement de la rébellion en août 1998 le clergé a été fréquemment la cible visée dans ces régions de la RD du Congo qui ont été dominées par les rebelles, il est douteux qu'on puisse aujourd'hui parler de répressions délibérées contre ce groupe de personnes, pour des motifs religieux. Dans ce contexte, des organisations des droits de l'homme de même que la presse locale ont mis en évidence le fait que seul le clergé est devenu un groupe cible dans la mesure où dans les cultes religieux qu'il célèbre il évoque avec critique les problèmes causés par les opérations militaires ou bien les violations des droits de l'homme commises par les rebelles. « Ainsi l'archevêque de Bukavu, Mgr Christophe Munzihirwa, fut assassiné le 29 octobre 1996 à cause de ses points de vue clairvoyants et sans équivoque sur le cours des événements dans la région. Malheureusement personne ne l'avait écouté et l'armée FPR élimina donc un témoin qui disait les choses franchement. »⁶⁹ De surcroît le fait qu'en règle générale les paroisses soient encore les seuls facteurs économiques d'importance dans la région et, en tant que telles, exercent une influence considérable sur le comportement de la population locale, est ressenti comme une limitation du pouvoir par les puissances étrangères et les rebelles. Par conséquent, des attaques violentes des institutions d'Eglise étaient considérées comme une tentative pour briser cette influence et pour intimider et réduire au silence des dirigeants

des Eglises. Mais l'Eglise catholique était l'une des rares institutions qui pouvait encore parler, et l'Eglise de Bukavu en particulier a continué à s'exprimer à haute voix.⁷⁰

L'Eglise catholique de Goma d'autre part a traditionnellement joué un rôle très important dans l'accueil des immigrants et des réfugiés au sein desquels elle recrutait la majeure partie de ses fidèles. En plus, le clergé a toujours soutenu les Rwandais et facilité leur intégration dans le milieu local ; mais de ce fait il s'ensuivit que les paroisses locales étaient largement contrôlées et dirigées par la population rwandaise. Ainsi, dans un grand nombre de zones du Kivu (par exemple Goma, Masisi et Rutshuru), le système d'éducation des missionnaires est passé entièrement entre les mains des Banyarwanda. En plus, comme l'Eglise catholique prenait possession de larges parties de terres cultivables dans quelques régions et ceci par exemple à Mutoko, cela créait une tension permanente entre les communautés catholiques et les populations locales. La ferme diocésaine de Luchebere, régulièrement prise sous les feux de l'artillerie lourde durant différents conflits frontaliers (1993 et 1996), en est un exemple.⁷¹ Il faut comprendre par établissements religieux, les églises et les autres institutions missionnaires et religieuses. Elles font partie des premières institutions étrangères à s'être établies dans le Kivu. Leurs propriétés leur ont été données par le chef local et le Comité National du Kivu pour y bâtir des églises, des maisons de prière, des écoles et des hôpitaux pour la communauté. Dans la plupart des cas cependant ces derniers restaient la propriété des missions et des paroisses.⁷²

Des instances spécifiques de harcèlement

Le 4 novembre 1999, l'agence catholique de nouvelles M.I.S.N.A. publia un rapport sur un massacre de population civile dans la province du Sud Kivu occupée par les rebelles de la RCD/Goma et les troupes rwandaises.

Le 24 janvier 2000, des agents de l'ANR arrêterent quatre missionnaires, Jean Denis Lokulu, Jean Robert Bompanda, Henri Bofala et Jean Andiswa de la province Equateur, ils les gardèrent en détention dans une maison d'arrêt de Lemera pour soupçon de transmission d'informations aux rebelles. Les missionnaires furent relâchés le 22 février 2000.⁷³

Dans la partie est du pays, des forces rebelles élevaient des barrages sur les routes et harcelaient les voyageurs. Le 11 février 2000, les forces rebelles de la RDC/Goma opérant dans ces régions du pays empêchèrent l'archevêque de Bukavu, Emmanuel Kataliko de retourner dans son diocèse. Les rebelles prétendirent que le message de Noël de l'archevêque incitait au harcèlement des Tutsi dans l'est. Certaines sources en provenance des territoires occupés indiquent que la décision d'exiler Mgr Kataliko dans la ville de Bunia avait été prise par des membres officiels du gouvernement du Rwanda. A la suite de visites et d'appels

directs que leur ont adressés des responsables de haut niveau de gouvernements étrangers et de l'Eglise catholique, les autorités de la RCD/Goma permirent à l'archevêque Kataliko de retourner à Bukavu en septembre. Malheureusement l'archevêque mourut d'une attaque cardiaque pendant un séjour à Rome, moins de 3 semaines plus tard le 3 octobre.⁷⁴ Après la diffusion de la nouvelle de la mort de l'archevêque, les forces de sécurité de la RCD/Goma se servirent d'armes à feu pour disperser une manifestation le 4 octobre à Bukavu. On raconte qu'un enfant fut tué par un coup de feu tiré par des soldats de la RCD/Goma.⁷⁵

Le 16 février 2000, une milice Banyamulenge attaqua une mission catholique dans la région de Kilibu, province du Kivu. Deux prêtres purent s'enfuir mais les hommes de la milice capturèrent un troisième prêtre, le Père Pepin Beta qu'ils forcèrent à s'agenouiller; ils tirèrent sur lui pour le tuer.⁷⁶

Il y avait de nombreuses arrestations arbitraires effectuées par des forces anti-gouvernementales dans les territoires occupés; celles-ci gardaient également des personnes en détention. La plupart de ces personnes détenues par les forces anti-gouvernementales étaient des Hutu. En mars, des agents de sécurité des rebelles harcelaient un certain nombre de religieux et des leaders de la société civile qui faisaient le voyage de Kinshasa, pour prendre part aux consultations nationales. Plus de 40 délégués en provenance des territoires occupés, beaucoup d'entre eux travaillant avec des ONG de droits de l'homme, étaient l'objet de harcèlements, subissaient des retards, furent gardés en détention.⁷⁷

Le 19 juin 2000, environ 50 soldats non identifiés attaquèrent une église catholique, un couvent, un hôpital et des maisons dans le centre ville de Kabare dans la province du Sud Kivu ; 3 civils furent tués. La RCD accusa l'Interahamwe d'avoir organisé cette attaque, mais des organisations humanitaires locales démentirent cette accusation, à cause du grand nombre de soldats RPA présents dans la région.⁷⁸

Lorsque le Grand Séminaire de Murhesa près de Bukavu fut attaqué en juin 2000 les séminaristes eurent grand peur. Cette attaque ne fut ni la première ni la dernière à l'encontre des institutions de l'Eglise catholique dans le territoire sous le contrôle de la RCD/Goma, dans l'archidiocèse de Bukavu plus particulièrement. Il semble y avoir une régularité fâcheuse et un plan bien établi dans ces attaques contre des paroisses, des couvents et des séminaires pendant ces deux dernières années.

Durant la période de septembre 1999 à février 2000 les institutions d'Eglise suivantes ont été attaquées : le 14 septembre 1999 : la paroisse de Murhesa; le 22 novembre 1999 : la paroisse de Kalonge; le 3 décembre 1999 : la paroisse de Mugogo; le 3 janvier 2000 : la paroisse de Ciherano; le 10 janvier 2000 : le grand séminaire de Buhimba. Plus récemment quatre autres paroisses, celle de Bugobe, Kabare, Luhwinja et Kaniola ont subi le même sort.⁷⁹

On rapporte que le 9 octobre 2000, des rebelles de la RCD dispersèrent un meeting organisé par un réseau de groupes des droits de l'homme à Bukavu; ils battirent publiquement, arrêtaient et gardèrent en détention 13 militants des droits de l'homme qui assistaient au meeting au Camp Saio de Bukavu. Les rebelles pillèrent les bureaux du Groupe Jérémie où le meeting avait eu lieu.⁸⁰

Selon certains rapports, des personnes détenues par les forces rwandaises, ougandaises ou rebelles étaient quelque fois transférées vers le Rwanda ou l'Ouganda. Ainsi un certain nombre de personnes portées disparues en 1998 y inclus 22 frères franciscains de Sola dans la province du Katanga et 3 professeurs de l'Université de Bukavu dans la province du Sud Kivu étaient toujours introuvables à la fin de l'an 2000.⁸¹

Le 9 août 2001, M.I.S.N.A. rapporte qu'un mandat d'arrêt fut lancé contre Majaliwa Kananzi, président du Comité ONG d'Action pour le Développement Intégral (CADI) à Uvira, Kivu. Son organisation a fourni une liste de 108 noms de personnes tuées à Uvira entre janvier et juillet 2001 par les soldats de la RCD. Cette liste fut publiée dans l'édition mai-juin 2001 du magazine d'« Amani », une association qui se consacre à la sensibilisation, l'information et la coordination de projets de paix et de justice.⁸²

Le vendredi 10 août 2001, des forces de sécurité de la RCD/Goma arrêtaient à Kisangani le Père Claude Olenga, président de la Commission Justice et Paix de l'archidiocèse de Kisangani. Le Père Olenga qui jouit du soutien de la population est un ardent défenseur de la mise en place d'une Cour de Justice pénale internationale pour le Congo qui devrait juger les crimes de guerre et s'occuper de la reconstruction de la ville de Kisangani par le Rwanda et l'Ouganda les deux pays agresseurs.⁸³

Une tragédie commune à tous : le recours aux enfants soldats

Selon des rapports dignes de confiance, il existe des forces armées gouvernementales qui ont recours au recrutement forcé, et un grand nombre de ceux qui ont été recrutés de force sont des enfants. Le 9 juin, le Président Kabila promulgua un décret pour diminuer l'emploi des enfants comme soldats par le gouvernement et pour diminuer la conscription forcée d'enfants pendant l'année. Au courant de cette année-là il n'y a pas eu de démobilisation générale d'enfants soldats et de nombreux enfants qui étaient déjà dans les forces armées continuèrent à servir. En outre des chefs militaires de l'armée gouvernementale employaient probablement des enfants soldats, vraisemblablement pour gonfler les rangs des troupes qui étaient sous leur commandement dans le but d'acquérir de la nourriture et des soldes supplémentaires que ces chefs confisquaient ensuite pour eux-mêmes. On raconte que les chefs militaires cachaient souvent les enfants soldats pendant les visites d'ONG de droits de l'homme et autres

groupes observateurs. Il y eut aussi des rapports crédibles concernant l'enrôlement forcé par les FAZ de garçons sans domicile.⁸⁴

On permettait à des enfants de moins de 10 ans de se faire enrôler dans les FAZ comme soldats. Beaucoup d'enfants soldats continuaient à servir dans les forces armées, pendant l'année le gouvernement recruta moins d'enfants soldats dans les forces armées; cependant le gouvernement continua à encourager l'enrôlement d'enfants dans les organisations paramilitaires. Contrairement à l'année précédente, il n'y avait pas de rapports mentionnant que des jeunes chômeurs de la province du Katanga étaient recrutés pour le service militaire.⁸⁵

On rapporte aussi que des forces rebelles continuaient à employer des enfants soldats déjà en service mais qu'elle ont beaucoup réduit leur recrutement pendant l'année.⁸⁶ Il y a aussi les rapports dignes de confiance qui disent que des forces rebelles ont recruté de force des garçons de 10 ans, et on raconte également qu'on a continué cette pratique pendant l'année. Cependant on ne devrait pas oublier que pendant tout le temps où on a voulu mettre fin au régime de Mobutu on considérait comme un prestige le port d'un uniforme et le droit de porter un fusil.⁸⁷ Et par-dessus tout cela il y avait aussi le mythe de l'enfant soldat qui fume et qui boit, protégé par son officier supérieur à qui seul il doit faire allégeance; ce mythe par ailleurs est encore davantage glorifié par les médias. Tous ces facteurs ont alléché des milliers d'enfants qui acceptèrent volontairement ce service. De surcroît l'armée leur fournissait subitement plus de pouvoir que ne leur permettait leur niveau d'éducation; et en outre on leur donnait l'occasion d'échapper complètement aux conditions de vie économiques et sociales dans le Zaïre de cette époque qui ne leur permettait en aucune circonstance de rêver d'un avenir meilleur.

Les forces de la RD Congo devraient démobiliser tous les enfants soldats et cesser de recruter des mineurs. C'est ainsi que s'est exprimé avec autorité le jeune président congolais Joseph Kabila. Il a reconnu, lui aussi, le rôle joué par les enfants soldats dans les guerres successives. Cependant sa parole va-t-elle mettre fin à cette situation ?⁸⁸

L'espoir est-il permis ?

Il est certain que l'espoir est vivant dans tout le Congo, mais il permettra de réaliser la paix attendue par la population seulement lorsque tous les faits seront clairement et honnêtement mis sur table, sur la table du dialogue et de la disposition de vivre dans l'harmonie. Et nombre de ces faits pourraient être difficilement acceptables par toutes les parties concernées : Il semble difficile de ne pas admettre que le régime du Front Patriotique Rwandais au pouvoir éprouve toujours de l'hostilité envers l'Eglise catholique, et que cette hostilité est devenue une partie de sa politique. A la base de cet antagonisme se trouve la peur que l'Etat avait et a éprouvé à l'égard de l'institution « Eglise » à l'intérieur et à

l'extérieur du Rwanda. D'une part, le président du Rwanda a déclaré après l'arrestation de Mgr Misago, évêque de Gikongoro : « nous n'avons pas peur de lui », ce qui signifie que le gouvernement était bien conscient et était prêt à prendre en compte le poids moral que l'Eglise catholique avait au Rwanda. D'autre part d'une manière quelque peu détournée l'opinion publique était manipulée pour la monter contre l'évêque. Parmi les principales accusations qui servaient comme pièces de justification du procès était l'affirmation qu'il avait organisé une marche en 1990 à l'occasion de la mort de Fred Rwigema.⁸⁹ On ne comprenait pas clairement tout de suite pourquoi l'accusation trouvait cette activité politiquement pernicieuse, mais à l'occasion du jour des Héros Nationaux célébré à Kagitumba le 1^{er} octobre 2000, le journal Ingabo publia un certain nombre d'articles soulignant l'importance de ce jour. Le dernier de ces articles était écrit par Ndore Rurinda, qui faisait une véritable comparaison entre Fred Rwigema et Jésus. « Tous les deux sont morts pour le salut des opprimés ». Et en conséquence il appelait ses compatriotes rwandais à rendre le même hommage aux héros tels que Rwigema, Rukarakwa, Bishingwe et Rwendeye comme on le fait pour Jésus.⁹⁰ C'est donc sur la base d'idées préconçues que les autorités de la RDC/Rwanda dans l'est Congo occupé, ont conduit leur politique et c'est l'Eglise qui devait supporter le fardeau de la guerre. Car depuis son commencement, 58 prêtres et autres religieux ont été soit tués soit blessés. Par ailleurs, à plusieurs reprises ils ont étouffé les protestations faites par des moniteurs et des observateurs des droits de l'homme ainsi que de l'Eglise et d'autres institutions de la société civile de la région. Ils ont pris des mesures très sévères à l'encontre d'importants leaders de l'Eglise, comme par exemple les 7 mois d'exil du feu archevêque Emmanuel Kataliko de Bukavu, et, ils prenaient spécifiquement comme cible d'intimidations, d'attaques et de pillages des institutions sociales de l'Eglise et des groupes des droits de l'homme. Avec la complicité de la RDC, les envahisseurs, en outre, terrorisaient les traditionnels dirigeants et chefs locaux et les forçaient à vivre dans la clandestinité à l'intérieur. Dans certains cas, prêtres catholiques et pasteurs protestants ont subi le même sort. Ce comportement met à l'évidence la volonté politique de décapiter un peuple, en supprimant ses dirigeants traditionnels.⁹¹

Il faut prendre les intérêts des parties tiers pour ce qu'ils sont en réalité. « En effet, on peut retrouver le vrai objectif de cette guerre dans la loi concernant « la Croissance et les Potentialités de l'Afrique », une loi déposée au Congrès américain au mois d'octobre 1997 par un groupe de multinationales américaines. Cette loi définit la nouvelle politique économique des EU en Afrique. Elle recommande la suppression des taxes sur la plupart des produits africains, la privatisation de tous les secteurs économiques de l'Afrique, la réduction des taxes imposées aux multinationales, la suppression de toutes les restrictions concernant

les investissements en Afrique, une révision des lois concernant la protection de l'environnement, ainsi qu'un projet pour la création de zones franches entre les EU et l'Afrique. »⁹² Cependant d'autres parties se sont mises aussi à s'intéresser à la région. « Ce qui empêche de trouver une solution rapide des problèmes c'est souvent l'existence d'intérêts politiques et économiques variés des groupes impliqués. Parmi ces groupes il y en a qui veulent exercer leur influence politique et culturelle dans toute la région, et pour réaliser ce désir ils ont besoin d'argent.... La situation malheureuse du pays est due à sa richesse et c'est là aussi une des raisons pour laquelle les seigneurs de la guerre ne veulent pas mettre une fin à la guerre.... L'un des plus grands problèmes de notre région est la circulation facile des armes à feu... On devrait décréter un embargo sur les armes et en même temps décourager qu'on résolve des problèmes avec les armes. »⁹³ Le comité d'experts admet aussi : « Le conflit en RD du Congo s'est polarisé autour de l'accès aux 5 ressources minérales clé : à savoir le coltan, les diamants, le cuivre, le cobalt et l'or, leur contrôle et leur commerce. La richesse du pays est attirante et résister dans le contexte d'absence de lois et de faiblesse d'une autorité centrale est chose ardue... A cause de la nature lucrative de cette guerre il s'est créé une situation dans laquelle toutes les parties belligérantes ont quelque chose à gagner. Adversaires et ennemis deviennent parfois des partenaires en affaires, des prisonniers d'origine Hutu travaillent dans les mines de la RPA, les mêmes fournisseurs vendent des armes à des parties ennemies et ils se servent des mêmes intermédiaires. Le commerce a remplacé le souci de sécurité. Le seul perdant dans cette énorme affaire d'argent c'est le peuple congolais ». ⁹⁴

Par conséquent le comité donne la très sévère conclusion suivante : « ... Le Président (du Rwanda) admet que dans le passé le conflit dans la RD du Congo s'est autofinancé. Tous ces éléments réunis laissent penser que le Président connaissait bien la situation, qu'il approuvait implicitement la continuation de l'exploitation illégale des ressources de la RD Congo et qu'il était en quelque sorte complice et aussi responsable politique et moral... Les présidents Kagame et Museveni sont sur le point de devenir les parrains de l'exploitation illégale des ressources naturelles ainsi que de la continuation du conflit en RD du Congo. Indirectement ils ont donné à un cartel de criminels une occasion unique pour organiser des opérations dans cette région fragile et sensible. »⁹⁵ Ces observations cependant semblent être dépourvues de sensibilité et être une pure rhétorique politique si on se souvient que « Mgr Kataliko avait été exilé de son diocèse précisément pour avoir montré du doigt cette exploitation qui par ailleurs continue, et a été récemment parfaitement attestée par le groupe d'experts des Nations Unies s'occupant de l'exploitation illégale des ressources naturelles de la DR du Congo. »⁹⁶ Et que penser du comportement de la présidente de ce même

comité qui admet ce rapport puisqu'elle fit la déclaration suivante à la presse : « Nous étions vraiment surpris par ce que nous avons appris, non seulement par l'envergure de l'exploitation mais aussi par la vitesse avec laquelle elle a lieu. » Serait-elle capable de comprendre et d'être d'accord avec la réaction d'un missionnaire qui a travaillé pendant 36 ans dans l'ex-Zaïre et qui a vécu depuis le 2 août 1998 dans des régions contrôlées par la RCD ? Il déclara : « J'ai vu de mes propres yeux les troupes étrangères pillant les ressources naturelles de la nation, en particulier des Rwandais et des Ougandais ... De quelle planète cet homme vient-il donc ? Voilà bien des années déjà que la société civile congolaise a entrepris de dénoncer le pillage sans précédent qu'ont perpétré les soi-disant « libérateurs » ; voilà bien des années que des magazines tels que « Missione Oggi, Mondo et Missione et Nigrizia » ont écrit des articles sur cet impardonnable vol ... Les diplomates assis autour de la table du Conseil de Sécurité des Nations Unies.... Ils savent tout ce qui se passe car ils sont tous impliqués ... S'il vous plaît, arrêtez cette farce ! ... Mettons une fin à ce gaspillage de temps. Au Congo, des gens meurent, des peuples sont exploités, des peuples implorant la solidarité, une réelle solidarité ! Arrêtez de faire des rapports, des promesses non suivies d'effets. Il est temps de passer des paroles à l'acte ! Veuillez excuser mes dures paroles, mais assez, c'est assez ! »⁹⁷

« Il existe par ailleurs un autre développement à ajouter sur la liste des complications qui font échouer tout essai d'arbitrage sérieux dans les conflits de la région tout autour des lacs. En effet des rivalités et des distinctions ethniques s'enchevêtrent avec pour résultat qu'une nouvelle dangereuse opposition ethnique menace d'embraser une vaste région de l'Afrique.

Il s'agit du concept du Pan-Tutsisme, ou du Tutsi-Hima, un complot visant à la conquête de ce que l'on appelle la population bantoue habitant une large bande du continent africain. Cette situation se base sur la réalité que dans certaines parties du continent spécialement dans le centre-est existe une tendance à diviser le peuple en deux grands groupes ethniques presque de races, la race bantoue et nilotique, chacune d'elle correspondant à l'extension régionale des Hutu et Tutsi. Quelquefois on donne au dernier le nom de Tutsi-Hima ou de hamites. En Ouganda, au Kenya et au Burundi et naturellement au Rwanda même, cette division est reconnue depuis longtemps, et a été bien souvent une source de frictions. Maintenant, et « malheureusement ... le concept de fraternité pan-Hamite qui se consacre à la domination sur l'honnête peuple Bantou de l'Afrique est devenu un nouveau langage idéologique raciste dans le centre et l'est de l'Afrique ».⁹⁸ « Un certain nombre d'événements récents dans la région montre que la RCD-Goma, utilise la même stratégie dans le but de créer un antagonisme entre les deux principales tribus du Sud Kivu, les Bashi et les Warega. Ainsi, une

politique du « diviser pour régner » gagne du terrain ... et le discours officiel préconise la démocratie, la paix, l'égalité et la prospérité tandis que sur le terrain nous vivons l'inverse : la dictature triomphante d'une ethnie minoritaire au Rwanda, en Ouganda, au Burundi et en ce moment dans l'est de la RDC. On s'efforce actuellement de mettre la communauté internationale devant un fait accompli : la présence des envahisseurs Rwandais est en expansion rapide dans la RDC orientale grâce à une guerre qui a toutes les caractéristiques d'un acte de conquête. L'exploitation qui s'en est suivie s'étend actuellement sur un millier de kilomètres (575 milles) au-delà des frontières des agresseurs Rwandais et Ougandais ... La question des Banyamulenge est un problème que seule une administration d'un Congo pacifique peut résoudre, en conformité avec la constitution du pays. En outre, les plus avisés des Banyamulenge ont reconnu depuis longtemps que ceux qui sont au pouvoir à Kigali manipulent simplement les aspirations légitimes des Banyamulenge pour atteindre leurs propres objectifs en RDC, par conséquent ces groupes de Banyamulenge ont commencé à chercher leurs voies pour la paix. »⁹⁹

Bien qu'interdit à Bukavu, un Symposium international sur la Paix en Afrique fut tenu à Butembo et dans l'est de la RD du Congo, du 27 février au 1^{er} mars 2001. Il fut organisé par la population civile du Sud Kivu, l'Eglise catholique, l'Eglise du Christ au Congo, l'organisation italienne « Beati costruttori di pace » et avec l'appui du Secours Catholique ; le meeting rassembla au total plus de 700 personnes venues de toute l'Europe, de l'Amérique du Nord et d'autres pays africains autour du slogan unique : La Paix maintenant ! Dans la cérémonie d'ouverture, Mgr Sikuli, l'évêque de Beni-Butembo, fit l'analyse suivante : « On a demandé aux gens de participer de tout cœur à cette fête de la paix. Leur engagement spontané signifie un retentissant appel : le peuple congolais a certainement un ardent désir de paix. Il est prêt à prendre tous les sacrifices sur lui, si seulement le démon de la guerre était vaincu. » Et la voix des femmes présentes s'est fait plus particulièrement remarquer. Joséphine, la représentante des ONG et des organisations des femmes travaillant dans la province du Sud Kivu et faisant partie de la Consultation Régionale des Femmes autour des Grands Lacs, exprima la rancœur des femmes avec vigueur et en toute franchise : « Dans une guerre, dit-elle, ce sont les femmes qui constituaient les principales victimes. Elles perdaient leurs enfants qui étaient enrôlés de force dans l'armée. Elles perdaient leurs maris. Elles-mêmes, elles étaient systématiquement violées. Elles étaient l'objet de sévices sexuels. On les a enterrées vivantes à Mwenga. Et maintenant elles sont victimes du sida. » Trois jours durant, tous les habitants de Butembo ont focalisé toute leur attention sur le symposium qui fut une concrète démonstration de leur adhésion à la non-violence et à la cohabitation

pacifique. Ils vécurent la grande surprise de voir un représentant des Banyamulenge s'avancer pour témoigner que, malgré les accusations mentionnant leur collaboration avec les forces d'occupation rwandaises, eux aussi souffraient de la guerre. Eux aussi voulaient la paix. Ils se sentaient eux-mêmes congolais. Et il réclama le retrait de toutes les troupes étrangères du territoire national. Et de la même manière les Mayi Mayi s'avancèrent pour s'exprimer eux aussi. A plusieurs reprises il rappelèrent leur violente opposition à toute présence de force armée étrangère quelconque sur le sol de la RDC. Ces combattants profitèrent de l'appui de la population qui « entre deux maux choisit le moindre ». La déclaration finale du symposium contenait les principales résolutions suivantes : « (1) Désarmez votre esprit et reconnaissez que tous les Congolais, hommes et femmes, concernés par la paix sont vos frères et sœurs; (2) considérez les droits de l'homme comme le point de départ dans la construction de la paix; (3) rompez avec l'apathie, la corruption et les mensonges et la recherche de l'intérêt personnel dans la vie politique; (4) refusez tout recours à la violence, à la revanche et à la haine pour résolument avancer le long du sentier de la non-violence. Car la non-violence est la puissance de la vérité. »¹⁰⁰

Toutefois il faut reconnaître que l'Eglise locale est le reflet de la société locale et par conséquent elle reflète également les différences et les difficultés existantes. Et malheureusement l'Eglise dans l'est du Congo « ne pouvait pas toujours offrir une image homogène, car les évêques eux-mêmes incarnaient les divisions ethniques et politiques existant dans le conflit. Mgr Gapangwa à Uvira et Mgr Ngabu à Goma étaient tous deux Tutsi et suspectés de sympathies envers les Rwandais. Par contre on attendait de Mgr Kataliko à Bukavu et à un degré moindre de Mgr Mambe de Kindu et Mgr Kaboy de Kasongo une prise de position pour les droits des tribus autochtones qui se plaignaient d'être l'objet de persécution de la part des armées étrangères et de leurs alliés locaux. »¹⁰¹ Et donc, il est compréhensible qu'il est aussi difficile pour les leaders concernés de préconiser cette sorte de ligne de conduite morale que les gens de l'extérieur attendent d'eux. Bien que le gouvernement de Joseph Kabila levât les obstacles créés auparavant par son prédécesseur, on a clairement l'impression que les belligérants veulent garder le « statut quo » afin que la RDC reste un pays envahi et occupé par trois états voisins.

Les Eglises du Congo se sont engagées à travailler pour l'avènement de la justice, du respect de la dignité humaine et des droits de l'homme, de la vérité, de la fraternité, et de la compréhension parmi les peuples de la sous-région. C'est un engagement béni par Dieu, pour le peuple congolais qui veut la paix, et rien que la paix et qui y a droit.

Littérature

Documents

Allocution de son Éminence Frédéric Cardinal Etsou Nzabi Bamungwabi, archevêque de Kinshasa et Président de la Conférence épiscopale nationale du Congo, à la Cérémonie d'Ouverture Officielle du Projet „Le Cri du Congo”, (délivré au *Salon Congo du Grand Hôtel de Kinshasa*), le 10 janvier 2001, photocopié.

Allocution de son Éminence Frédéric Cardinal Etsou Nzabi Bamungwabi, archevêque de Kinshasa et Président de la Conférence épiscopale nationale du Congo, à l'Intention des Artistes Musiciens et Comédiens, délivré à *Saint Joseph/Matonge*, le mercredi 20 décembre 2000, photocopié.

ASADHO (African Association for the Defense of Human Rights in Congo/Kinshasa), *The State of Human Rights in the Democratic Republic of the Congo, One Year after the Fall of the Mobutu Dictatorship*, May 15, 1998, <http://www.Africapolicy.org/docs98/cong9806.htm>

Bahala, Father Jean-Bosco, Diocesan Media Director, Archdiocese of Bukavu, „*Suffering and Despair: Humanitarian Crisis in the Congo*”, Testimony Presented to the International Operations And Human Rights Subcommittee Congress of the United States, Washington D.C. Committee on International Relations, May 19, 2001, photocopié.

Human Rights Watch, „Uganda in Eastern DRC: Fueling Political and Ethnic Strife”, <http://www.hrw.org/reports/2001/congo.htm>

International Panel of Eminent Personalities (IPEP), *Special Report to Investigate the 1994 Genocide in Rwanda and the Surrounding Events*, Addis Abeba: Organisation of African Unity, 7 July 2000, <http://www.oau-oua.org/Document/IPEP/basic/ipep.htm>

Report of the Panel of Experts on the Illegal Exploitation of Natural Resources and Other Forms of Wealth of the Democratic Republic of the Congo, April 2000, <http://www.un.org/News/dh/latest/drcongo.htm>

U.S. Department of State, „Democratic Republic of the Congo”, *Country Reports on Human Rights Practices – 2000*, Released by the Bureau of Democracy, Human Rights, and Labor, February 2001, <http://www.state.gov/g/drl/rls/hrrpt/2000/af/index.cfm?docid=753>

Livres

Africa, South of the Sahara 1984-85, 14th ed. Europe Publications Limited.

Mathieu, Paul et Willame, Jean-Claude (eds.), *Conflits et Guerres au Kivu et dans la Région des Grands Lacs. Entre tensions locales et escalade régionale*, (Cahiers Africains n° 39-40), Tervuren: Institut Africain-CEDAF, Paris : L'Harmattan, 1999.

Strizek, Helmut „*Der Volkermord, den man hätte stoppen können*”, Analyse des MASIRE-Berichts über den Genozid in Rwanda und seine Konsequenzen (Juli 2000), photocopié.

Strizek, Helmut, *KONGO/ZAÏRE-RWANDA-BURUNDI*, Stabilité durch erneute Militärrherrschaft ? Studie zur „neuen Ordnung” in Zentralafrika (Ifo Institut für Wirtschaftsforschung München), Afrika Studien 125, Weltforum Verlag München Köln London

Zander, Hans Conrad, *Als die Religion noch nicht langweilig war: Die Geschichte der Wüstenväter*, Köln: Kiepenheuer u. Witsch, Verlag, 2001.

Articles

„A <<hutsiland>> in North Kivu”, <http://metro.peacelink.it/anb-bia/nr397/e02.html>

„Arrestations arbitraires des évêques : Le Cardinal Etsou proteste et dénonce des violations des droits humains”, *D.I.A. – Bulletin d'Information*, 09.01.2001.

„Coltan: Open Letter from Missionaries to SABENA”, 31 May 2001, <http://www.misna.org/eng/notizia.asp?id=45359>

„Déclaration de la Communauté Catholique et de la Société Civile au sujet de la prise d'otages dans la région”, *D.I.A. – Bulletin d'Information*, 01.06.2001

„Déclaration Finale du Symposium International de Kinshasa sur la Crise dans la Sous Région des Pays des Grands Lacs”, *D.I.A. – Bulletin d'Information*, 08.12.2000.

„International community continues to take a superficial view. Interview with Bishop Bernard Bucudira of Bururi”, <http://fides.org/bnews/ebn2000/ebnews010605.html>

„Kabala leaves behind a stream of violence against the Church and the people”, *Fides*, 17.01.2001.

„Message du Cardinal Etsou au Peuple de Bukavu réuni à l'occasion de l'intronisation de S.E. Mgr. Charles Mbogha, archevêque de Bukavu”, *D.I.A. – Bulletin d'Information*, 08.06.2001.

„Open Letter of a missionary: Stop the hypocrisy !” (Sic), 18.04.2001, <http://www.misna.org/eng/notizia.asp?id=43213>

„Paul Kagamé, l'homme au destin de glaive”, <http://obsa.multimania.com/OBSV3N15-KagaméGlaiveLS.html>

„Tous pour les intérêts supérieurs de la Nation” : Message des Évêques de la Conférence épiscopale nationale du Congo aux Fidèles Catholiques et aux Hommes de Bonne Volonté, *D.I.A. – Bulletin d'Information*, 05.03.2001.

Chenu, Bruno, „L'Église au temps de Kabila”, *La Croix* 20.02.2001.

Déclaration du Comité Exécutif National sur la Situation Socio-Politique en République Démocratique du Congo, „L'espérance est pour nous comme l'ancre de l'âme, sûre et solide (Hébreux 6, 19)”, 08.10. 2000, <http://ecc.faithweb.com/cen.htm>

Den Krieg im Kongo beenden – Aufruf von Führern der christlichen Kirchen in der Demokratischen Republik Kongo und in Simbabwe, *Weltkirche*, 19 >1999>, H.5, S. 133-134.

Fernandez, Stéphane, „Un frêle espoir en RD Congo”, *La Croix*, 5 avril 2001.

Hier Stehen wir. Die Haltung der religiösen Führer zum Krieg im Kongo. Erklärung von fünf Kirchenführern, *Weltkirche*, 20 <2000>, H. 1, S. 9-12. (Katholische Kirche – Kirche Christi im Kongo – Kimbanguistische Kirche – Orthodoxe Kirche – Islamische Gemeinschaft).

Human Rights Watch, January 2001, „Background to the Hema-Lendu Conflict in Uganda-Controlled Congo”, <http://www.hrw.org/backgrounder/africa/hemabckg.htm>

- Journaliste en danger (JED), Kinshasa, „Le ministre de la communication interdit aux médias audiovisuels de couvrir une manifestation de l'archevêque de Kinshasa”, 11.01.2001, <http://www.congonline.com/Jed/>
- Kpatinde, Francis, „Soudan : John Garang joue l'ouverture”, *Jeune Afrique*, 1486 (28.06.1989), pp. 30-34.
- Kyamusoke, Cyprian, „A Persecuted Church?”, *New People*, November-December 2000, pp. 4-5.
- Manzanza, Willy, „Religionen in Ethnischen Konflikten im Kongo”, *Mitarbeiterbrief* September 9/2000, H. 9. S. 22-26. Vereinte Evangelische Mission.
- Mémorandum de Mgr. Laurent Monsengwo, „La crise Congolaise : Quelle Solution?”, *D.I.A. – Bulletin d'Information*, 28.01.2001.
- Moerschbacher, Marco, „Zwischen Bangen und Hoffen. Wird es in der DR Kongo Frieden geben?”, *KM Forum Weltkirche* 120. Jahrgang, Mai/Juni 2001, pp. 10-15.
- Monsengwo, Archbishop Laurent, „Breaking Silence on Peace, in the DRC and the Great Lakes”, *Leadership* December 2000, pp. 22-23.
- Neudeck, Rupert, „Afrika ist schlecht gestartet”, *Konrad-Adenauer-Stiftung AI 1/01*.
- Neudeck, Rupert, „Wo gibt es noch Rebellen? Die verspätete Rebellenbewegung 'Allianz der Demokratischen Kräfte zur Befreiung des Kongo-Zaire'”, *Orientierung* 61 (1997), pp. 63-66.
- Prunier, Gérard, „The Catholic Church and the Kivu Conflict”, *Journal of Religion in Africa*, XXXI, 2 (2001), pp. 140-162.
- Sikuli, Mgr. Melchisédech Paluku, évêque de Butembo-Beni, et le révérend Mauka Mathe Bulalo, représentant légal de la communauté baptiste au centre de l'Afrique, „Message de paix pour le Nouvel An 2001 à leurs communautés respectives”, *D.I.A. – Bulletin d'Information*, 05.01.2001.
- Smith, Stephen, „Au Congo-Kinshasa, l'Église catholique sert de filière d'évasion...”, *Le Monde*, 09.05.01, <http://www.lemonde.fr/imprimer-article/0,6063,180712,00.html>
- Symposium International du Forum Hekima pour la Paix : Les Jésuites et la Paix dans les Grand Lacs, *D.I.A. – Bulletin d'Information*, 14.05.2001.
- Un SOS en faveur du Pasteur Claude Olenka de Kisangani arrêté et torturé par le RCD/GOMA, *D.I.A. – Bulletin d'Information*, 15.08.2001
- United Nations Press Release, 26 January 2001, <http://www.unhcr.ch/hurricane/hurricane.nsf/view01/BEBA57E251BF52B8C12569>
- Welche Demütigung für unser Land ! – Aufruf der Führer der Religionsgemeinschaften in der Demokratischen Republik Kongo, *Weltkirche*, 19 <1999>, H. 5, S. 223-224.

Annotations

- 1 Traduit de l'Allemand par l'auteur. Zander, Hans Conrad, lorsque la religion n'était pas encore ennuyeuse : L'histoire des pères du désert, Cologne : Kiepenheuer und Witsch, Edition, 2001
- 2 International Panel of Eminent Personalities (IPEP), *Special Report to Investigate the 1994 Genocide in Rwanda and the Surrounding Events*, Addis Abeba: Organisation of African Unity, 7 July 2000, Chapter 6, 1. <http://www.oau-oua.org/Document/IPEP/basic/ipep.htm>. Henceforth cited as Masire Report.
- 3 *Africa Research Bulletin*, Oct. 1st-31th, 1990, 9876.
- 4 *Ibid.*, 9874.
- 5 *Ibid.*, 9875.
- 6 *Ibid.*, Nov. 1st-30th, 1990, 9915; Helmut Strizek, „Der Volkermord, den man hätte stoppen können”, Analyse des MASIRE-Berichts über den Genozid in Rwanda und seine Konsequenzen (Juli 2000), p. 11, photocopié.
- 7 Strizek, p. 5.
- 8 *www.Britannica.com*, „Paul Kagamé”
- 9 *Africa Research Bulletin*, November 1st-30th, 1990, 9915.
- 10 Biography of Mr. Yoweri Kaguta Museveni, <http://www.government.go.ug/museveni/biography.htm>
- 11 <http://www.britannica.com>, „Museveni, Yoweri Kaguta”.
- 12 *Jeune Afrique*, nr. 1212, 28 mars 1984; nr. 1213, 4 avril 1984; nr. 1219, 16 mai 1984; nr. 1253, 9 janvier 1985; nr. 1486, 28 juin 1989.
- 13 Helmut Strizek, Kongo/Zaire-Rwanda-Burundi, stabilité par un nouveau gouvernement militaire ! études pour un « nouvel ordre » en Afrique centrale. (IFO institut pour la recherche économique, Munich), études africaines 125, édition weltforum München, Köln, London, p.172
- 14 *Africa Research Bulletin*, November 1st-30th, 1996, 12473; <http://www.britannica.com>, „Kabila, Laurent Desire”.
- 15 Mathieu, Paul et Willame, Jean-Claude (eds.), *Conflits et Guerres au Kivu et dans la Région des Grands Lacs. Entre tensions locales et escalade régionale*, (Cahiers Africains n° 39-40), Tervuren : Institut Africain-CEDAF, Paris :L'Harmattan, 1999, p. 125ff.
- 16 *Ibid.*, p. 22.
- 17 *Ibid.*, p. 23.
- 18 *Ibid.*, pp. 27-28.
- 19 *Ibid.*, p. 49.
- 20 Prunier, Gérard, „The Catholic Church and the Kivu Conflict”, *Journal of Religion in Africa*, XXXI, 2 (2001), p. 149.
- 21 Mathieu, Paul, p. 125ff.
- 22 Helmut Strizek, Kongo/Zaire-Rwanda-Burundi, p.172 penche fermement en faveur d'une interprétation donnée par un Père Blanc belge disant que les Banyamulenge sont des immigrés rwandais vivant depuis pas très longtemps sur le territoire congolais, si on ne veut pas falsifier l'histoire. Au total leur nombre s'élève entre 10.000 et 20.000 dans sa région. Un argument pas sérieux confirmerait toujours qu'il n'a jamais existé un groupe de population portant ce nom. Ce nom fut utilisé pour la première fois par un membre du parlement nommé Gisare qui l'employait dans les années 70 avec l'intention non dissimulée de prendre possession du terrain sur le plateau. Une preuve supplémentaire selon le Père Blanc vient du fait que le nom de Mulenge veut dire Fuliru, qui signifie montagne, et pas Kinyarwanda. Il est vrai que des groupes ethniques se sont déplacés dans les régions voisines, pendant la période coloniale. Mais dans cette région cela ne s'est pas passé très fréquemment. Quoique les deux explications diffèrent sur de nombreux détails, il existe en même temps un grand nombre de parallélismes remarquables.
- 23 Prunier, p. 151. « Mgr. Gapangwa, évêque d'Uvira, lui même un Banyamulenge, a dit autrefois qu'il ne savait pas pourquoi les hommes de sa tribu avaient rejoint le front de la guerre au Rwanda, si c'est pour rechercher la sécurité ou par opportunisme, ou pour servir comme mercenaires ou même peut-être pour trouver une solution à leur problème de recherche d'identité nationale. »
- 24 *Africa Research Bulletin*, November 1st-30th, 1996, 12473.
- 25 « Les rebelles ont leurs problèmes propres. Leur commandant militaire André Ngandu Kissasse est mort dans une embuscade probablement tué par des guerriers May-May ... Sa mort peut amener un changement dans la stratégie militaire. Ces dernières semaines il avait inauguré une approche plus prudente, insistant sur le fait que ses forces armées consolident leur contrôle sur les régions qu'ils avaient occupées et qu'elles débusquaient des milices Hutu cachées dans les forêts ... le chef de l'alliance Laurent Kabila, fut continuellement en faveur de l'accélération de l'offensive vers Kisangani; Donc Rupert Neudeck : « L'Afrique est mal partie », Konrad Adenauer Stiftung AI 1/01 pp. 95-96, n'est pas convaincu par ce rapport. Il déclare que le comité du Cap Anamur était demandé d'urgence par Kigali pour préparer une place à l'hôpital Makerere de Kampala pour le général Kisasa Ngandu, qui avait été sérieusement blessé. Il était clair pour lui qu'en ce moment la machinerie de propagande de Kigali ne marchait pas encore à plein temps.
- 26 Masire report, Ch. 20, p. 6: « L'armée de racaille de Kabila, commandée par ce que Kagamé appelait plus tard des chefs de moyen niveau était constituée largement de Kodogos de garçons de neuf ans, mais pour la plupart approchant les dix ans... »
- 27 Mathieu, Paul, pp. 127-129.
- 28 *Report of the Panel of Experts on the Illegal Exploitation of Natural Resources and Other Forms of Wealth of the Democratic Republic of the Congo*, April 2000, p. 36, henceforth cited as Panel Report, <http://www.un.org/News/dh/latest/drcongo.htm>; United Nations Press Release, 26 January 2001, <http://www.unhcr.ch/hurricane/hurricane.nsf/view01>
- 29 Human Rights Watch, January 2001, „Background to the Hema-Lendu Conflict in Uganda-Controlled Congo”, <http://www.hrw.org/backgrounder/africa/hemabckg.htm>

- 30 Masire report, Ch. 20, p. 3 : « en vérité, le vice président a reconnu plus tard, que l'initiative entière avait émané du Rwanda. »
- 31 Rupert Neudeck, « Où y a-t-il encore des rebelles ? Le tardif mouvement de rebelles « L'Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération du Congo-Zaïre », orientation 60 (1997), p. 63 : « un habitant de Kivu...dit, « Kabila n'a jamais travaillé avec un quelconque gouvernement qui avait eu quelque chose à faire avec Mobutu. Nous sommes réellement derrière lui. »
- 32 *Masire Report*, Ch. 20, p. 7.
- 33 Le père Jean-Bosco Bahala directeur des médias diocésains de l'archidiocèse de Bukavu : « Souffrance et Désespoir : Crise humanitaire au Congo ». Témoignage présenté à l'organisation internationale et au sous-comité des droits humanitaires auprès du congrès des Etats-Unis, Washington D.C., comité sur des relations internationales mai 2001, polycopié, p. 5 ». Cette rébellion largement ourdie de l'extérieur devait apparaître comme une guerre civile congolaise avec pour slogan : la campagne de libération nationale ».
- 34 Ce danger a été reconnu par beaucoup, et par conséquent les Nations Unies, L' O.U.A. et autres organisations ont utilisé leur influence et leurs bureaux pour servir d'intermédiaire. Les interventions du comité international, des personnalités éminentes (IPEP) , le rapport spécial, pour l'investigation sur le Génocide au Rwanda et les événements qui l'accompagnaient, Addis Abeba : Organisation de l'Unité Africaine , 7 juillet 2000, et le rapport du comité des experts sur l'exploitation illégale des ressources naturelles et d'autres formes de richesse de la République Démocratique du Congo , ainsi que les efforts d'intervention d'hommes d'états africains vont tous dans ce sens.
- 35 U.S. Department of State, p. 23.
- 36 Ibid., p. 24.
- 37 Ibid., p. 26.
- 38 Ibid., p. 24.
- 39 Ibid., p. 3.
- 40 Ibid., p. 11.
- 41 Decree Nr. 19 of 23rd August 1997. In practice it is a Court of First Instance and a Court of Last Appeal.
- 42 Ibid.
- 43 Ibid.
- 44 Ibid., p. 2.
- 45 Ibid., p. 27.
- 46 ASADHO (African Association for the Defence of Human Rights in Congo/Kinshasa), The State of Human Rights in the Democratic Republic of the Congo, One Year after the Fall of the Mobutu Dictatorship, May 15, 1998, <http://www.Africapolicy.org/docs98/cong9806.htm>
- 47 Ibid.
- 48 Ibid.
- 49 U.S. Department of State, p. 23.
- 50 Ibid.
- 51 Ibid., p. 21.
- 52 Ibid., p. 24.
- 53 Ibid., p. 19.
- 54 Ibid., pp. 12-13.
- 55 Ibid., p. 30.
- 56 „Arrestations arbitraires des évêques : Le Cardinal Etsou proteste et dénonce des violations des droits humains”, *D.I.A. – Bulletin d'Information*, 09.01.2001.
- 57 *Fides*, 17/01/2001.
- 58 *Déclaration du Comité Exécutif National sur la Situation Socio-politique en République Démocratique du Congo*, <http://ecc.faithweb.com/cen.htm>
- 59 Mgr. Melchisédech Paluku Sikili, évêque de Butembo-Beni, et le révérend Mauka Mathe Bulalo, représentant légal de la communauté baptiste au centre de l'Afrique, „Message de paix pour le Nouvel An 2001 à leurs communautés respectives”, *D.I.A. – Bulletin d'Information*, 05.01.2001.
- 60 Title of the project: „Le Cri du Congo (The Cry of the Congo)”; Adresse de son Eminence Frédéric Cardinal Etsou Nzabi Bamungwabi, archevêque de Kinshasa et Président de la Conférence épiscopale nationale du Congo, à l'intention des Artistes Musiciens et Comédiens, Saint Joseph/Matonge, le mercredi 20 décembre 2000, polycopié.
- 61 Journalistes en danger (JED) , Kinshasa, janvier 11, 2001, <http://www.ifex.org> , « Le Grand Hôtel de Kinshasa (autrefois Hôtel Intercontinental) , qui avait été initialement prévu pour cette manifestation avait fermé ses portes sous le prétexte de panne d'électricité, même si cette manifestation a été conduite par l'archidiocèse de Kinshasa, la manifestation se déroula alors dans la cathédrale Notre-Dame de Congo a Kinshasa/Gombe »; Allocution de son Eminence Le Cardinal Frédéric Etsou, archevêque de Kinshasa et Président de la Conférence épiscopale nationale du Congo, à la Cérémonie d'Ouverture Officielle du Projet « Le cri du Congo », salon Congo du Grand Hôtel de Kinshasa, le 10 janvier 2001
- 62 Ibid.; *Fides*, 17/01/2001; Bruno Chenu, „L'Église au temps de Kabila”, *La Croix* 20.02.2001, p. 22; U.S. Department of State, p. 23.
- 63 *Bahala*, p. 5; *New People*, pp. 4-5.
- 64 U.S. Department of State, p. 2.
- 65 Ibid.,p.4;Bahala p.3. Avec de tels incidents de la montée de l'insécurité, la population locale a tendance à chercher refuge dans les églises paroissiales. Par conséquent les attaquants ont tendance à attaquer et à détruire systématiquement tous les biens appartenant aux Eglises. Eglises et maisons paroissiales ont été incendiées, des prêtres et d'autres membres du clergé assassinés. On a même incendié des hôpitaux et des centres médicaux appartenant à l'Eglise. Ces attaques qui avaient souvent lieu en plein centre ville, on les attribuait habituellement et sans faire d'investigation aux milices, alors qu'en réalité elles étaient menées par les armées d'occupation.

- 66 *New People*, pp. 4-5.
- 67 U.S. Department of State, p. 24.
- 68 Ibid., p. 27.
- 69 Bahala, p. 5.
- 70 « Ces deux dernières années et à cause de leur intervention pour la paix et la dignité humaine, l'Eglise catholique de Bukavu a perdu par des morts violentes ou précoces, leurs pasteurs Mgr. Munzihirwa Christophe, assassiné le 29 octobre 1996 et Mgr. Emmanuel Kataliko qui est mort récemment à Rome le 4 octobre 2000 après un exil de sept mois imposé par les rebelles de la RCD (Rassemblement Congolais pour la Démocratie). Ceci, parce qu'il a osé parler de la paix, de s'indigner contre les attaques perpétrées à l'encontre de la population civile sans défense. », Bahala, p. 3. Cf. aussi *New People*, pp.4-5.
- 71 Mathieu, Paul, p. 45.
- 72 Ibid., p. 43.
- 73 U.S. Department of State, p. 11.
- 74 U.S. Department of State, p. 24.
- 75 Ibid., p. 23.
- 76 Ibid., p. 24.
- 77 Ibid., p. 14.
- 78 Ibid., p. 6.
- 79 *New People*, pp. 4-5.
- 80 U.S. Department of State, p. 28.
- 81 Ibid., p. 7.
- 82 M.I.S.N.A.09.08.2001, <http://www.misna.org/eng/notizia.asp?id=48832>.
- 83 Un SOS en faveur du Pasteur Claude Olenga de Kisangani arrêté et torturé par le RCD/GOMA, *D.I.A. – Bulletin d'Information*, 15.08.2001.
- 84 U.S. Department of State, p. 17.
- 85 Ibid., p. 29.
- 86 Ibid.
- 87 Human Rights Watch, „Reluctant Recruits: Children and Adults forcibly recruited for Military Service in North Kivu”, May 29, 2001, http://www.hrw.org/press/2001/05/congo_soldiers0529.htm
- 88 M.I.S.N.A., 15 June 2001, <http://www.misna.org/eng/notizia.asp?id=46215>.
- 89 *The Tablet*, 16 June, 2001, p. 859; *Dialogue* Nr. 217, juillet-août 2000, p. 93.
- 90 *Dialogue* Nr. 218, pp. 92-93, quoting *Ingabo*, nr. 64, 7 septembre 2000, p. 9.
- 91 Bahala, pp. 10-11.
- 92 Ibid., p. 9.
- 93 Archbishop Laurent Monsengwo, „Breaking Silence on Peace, in the DRC and the Great Lakes”, *Leadership* December 2000, pp. 22-23.
- 94 *Panel Report*, p. 40.
- 95 Ibid., p. 39.
- 96 Bahala, p. 9.
- 97 M.I.S.N.A., 18 April 2001, „Open Letter of a missionary: Stop the Hypocrisy !”, <http://www.misna.org/eng/notizia.asp?id=43213>
- 98 *Masire Report*, ch. 20, p. 12.
- 99 Bahala, pp. 13-15.
- 100 Stéphane Fernandez, „Un frère espoir en RD Congo”, *La Croix*, 5 avril 2001, p. 27; Bahala, p. 4.
- 101 Prunier, p. 157.

Abréviations

AFDL	Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération du Congo-Zaïre
ANC	Armée Nationale Congolaise
ANR	Agence Nationale de Renseignements
ASADHO (ex AZADHO)	Association Africaine pour la Défense des Droits de l'Homme au Congo/Kinshasa = African Association for the Defense of Human Rights in Congo/Kinshasa
FAZ = ZAF	Forces Armées Zairoises
FDD	Forces to Defend Democracy (Forces pour la Défense de la Démocratie)
FLC	Front for the Liberation of the Congo (Front de la Libération du Congo)
CNRD	Conseil National de Résistance
IPEP	International Panel of Eminent Personalities (Comité International de Personnalités Eminentes)
MLC	Congolese Liberation Mouvement (Mouvement de Libération Congolais); Président : Jean-Pierre Bemba, soutenu par l'Ouganda
OAU	Organization for African Unity (Organisation pour l'Unité Africaine)
RCD	Rally for Congolese Democracy (Rassemblement Congolais pour la Démocratie)
RCD/Goma	Rally for Congolese Democracy/Goma (Rassemblement Congolais pour la Démocratie/Goma); Président : Emile Ilunga; soutenu par le Rwanda.
RCD/Kisangani	Rally for Congolese Democracy/Kisangani (Rassemblement pour la Démocratie Congolaise/Kisangani); Président : Ernest Wamba, soutenu par l'Ouganda.
RCD/ML	= RCD/Kisangani
RCD/National	Rally for Congolese National Democracy/Bafwasende (Rassemblement pour la Démocratie Nationale Congolaise/Bafwasende)
RPA	Rwandan Patriotic Army (Armée Patriotique du Rwanda)
RPF	Rwandan Patriotic Front (Front Patriotique du Rwanda)
ZDF	Zimbabwe Defence Forces (Forces de Défense du Zimbabwe)
UPDF	Uganda People's Defence Forces (Forces de Défense du Peuple de l'Ouganda)
SPLA	Sudanese People's Liberation Army (Armée du Peuple Soudanais pour la Libération)
ZAF	Zairean Armed Forces (Forces Armées Zairoises)